Agriculture Canada

ORIENTATION DE L'AGRICULTURE CANADIENNE

RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL

Résumé et conclusions

Volume IV

1977

630.971
212
977
r.
OAG
c 3

ORIENTATION DE L'AGRICULTURE CANADIENNE

RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL

Résumé et conclusions

Volume IV

1977

Digitized by the Internet Archive
in 2012 with funding from
Agriculture and Agri-Food Canada – Agriculture et Agroalimentaire Canada

http://archive.org/details/orientationdelag00cana

TABLE DES MATIERES

	Page
AVANT-PROPOS	iii
ARRIÈRE-PLAN	
Social et politique	1
Économique	3
FACTEURS	
L'agriculture canadienne et le monde en 1975	7
Les ressources naturelles de base	9
Structure des fermes canadiennes	10
Agriculture familiale	13
Transformation et Commercialisation des produits agricoles	17
Services gouvernementaux agricoles	19
Instabilité de l'agriculture canadienne	22
Mise en oeuvre des politiques agricoles et nationales	25
Potentiel de l'offre et de la demande	37
La demande nationale	37
Approvisionnement national	39
Surplus et déficits potentiels	41
La demande en exportations	43
L'expansion de la production agricole	46
CONCLUSIONS	
La terre	47
La technologie	48
Les fermes familiales	49
Le potentiel de la demande et des approvisionnements	49
La demande en exportations	50
Programmes relatifs à l'agriculture et aux buts nationaux	51
Facteurs externes à l'agriculture	52

ANNEXE

		Page
Tableau 1.	Projections vers l'an 2000 de la demande domestique à trois niveaux de consommation par tête et trois projections de la population pour les grandes cultures.	i
Tableau 2.	Projections jusqu'en l'an 2000 de l'approvisionnement, de la disponibilité de grandes cultures: Deux "plans" de production.	ii
Tableau 3.	Projection vers l'an 2000 des surplus et déficits dans les récoltes canadiennes selon deux schémas d'offre et de demande pour une population estimée à 30 millions.	iii
Graphique 1.	Ressources principales et roulement des fermes, Canada, 1976.	iv
Graphique 2.	Valeur des exportations et importations de denrées agricoles comparée aux liquidités agricoles de la production canadienne, 1975.	v
Graphique 3.	Classification des ressources agricoles.	vi
Graphique 4.	Système de commercialisation agricole canadien.	viii
Les moyens de production agricole		ix
Utilisation et consommation des aliments au Canada		xix
Coordination et liaison entre les institutions		xx
Gestion de l'offre et de la demande		xxi
Blé		xxix
Céréales autres que le blé		xxx
Graines oléagineuses		xxxii
Fourrages		xxxiv
Horticulture		xxxvi
Autres produits		xxxix
Produits laitiers		xxxx
Boeuf		xxxxi
Porc		xxxxii
Volaille		xxxxiii
Mouton		xxxxiv
Autre bétail		xxxxiv

L'ORIENTATION DE L'AGRICULTURE CANADIENNE

AVANT-PROPOS

Le groupe de travail sur l'orientation de l'agriculture canadienne, créé par la haute direction d'Agriculture Canada, avait pour mandat de décrire l'agriculture canadienne et son évolution depuis 1950. De plus, on avait pour but d'étudier à fond les politiques et programmes agricoles du gouvernement fédéral et de proposer diverses options compatibles avec les buts visés à l'échelle nationale en matière d'agriculture.

Le comité de direction se composait des membres suivants: Messieurs B.B. Migicovsky, président; D.G. Hamilton, M.J. Heney; A.E. Hannah; J.E. McGowan, et G.I. Trant.

Le groupe de travail était formé de Messieurs W.S. Ferguson et W.J. Anderson, co-présidents; C.J. Bishop; C.D. Caldwell; A.S. Johnson et W.H. Leggett.

Le comité de direction exprime tout particulièrement sa gratitude à l'égard du Dr. W.S. Ferguson, mort prématurément pendant l'exercice du groupe d'étude. Co-président du groupe, le Dr. Ferguson a grandement contribué à nos travaux, tant sur le plan de la philosophie que de l'organisation des travaux. Il a surtout consacré son attention à une étude des ressources agricoles du pays et de sa production potentielle d'après leur utilisation efficace. Les sections qui traitent de ce sujet reflètent plusieurs de ses idées. Comme ce rapport n'était pas complété au moment de sa mort, d'autres ont poursuivi la tâche. En toute évidence, sa compétence et son leadership sont présents du début à la fin du présent rapport ainsi que dans les études individuelles. Nous sommes reconnaissants envers le Dr. Ferguson pour son merveilleux apport tant au niveau du travail de groupe que de sa participation à la planification de l'industrie agro-alimentaire.

Le présent volume est le quatrième et dernier de la série sur l'orientation de l'agriculture canadienne et son évolution depuis 1950.

L'ORIENTATION DE L'AGRICULTURE CANADIENNE

ARRIÈRE-PLAN

Social et politique

La disponibilité adéquate et fiable d'aliments fait partie des besoins humains les plus élémentaires. Toutefois, cela ne préoccupe pas vraiment la majorité des Canadiens. Le politique agricole du gouvernement fédéral a mis l'accent sur l'évolution de la technologie et le développement des ressources favorisant l'exportation de produits agro-alimentaires. De cette politique progressive résulte un équilibre positif net de notre industrie alimentaire et un approvisionnement depuis toujours à la mesure des moyens des particuliers.

En dépit de l'augmentation des prix il y a deux ans, la situation en matière d'aliments disponibles, ainsi que leur coût par rapport aux moyens du consommateur n'a pratiquement pas changé. Cependant, les Canadiens ont démontré leur intérêt croissant dans le domaine de l'agriculture et des systèmes agro-alimentaires. On explique cet intérêt par les facteurs suivants:

- l'augmentation rapide du prix du grain au cours des années 1970;
- la publicité sur les variations climatiques possibles;
- l'évolution fulgurante des moyens de communication, sensibilisant davantage le public aux besoins alimentaires de nombreux pays étrangers;
- les crises touchant d'autres ressources, ainsi qu'une certaine sensibilisation du public par rapport à l'environnement, dont plusieurs se demandent si la production peut progresser indéfiniment dans un domaine où les ressources ne sont pas renouvelables;
- l'importance croissante accordée à l'alimentation et à la qualité des aliments comme facteurs de médecine préventive et curative;

- une inflation gallopante et des efforts du secteur publique pour contrôler les prix;
- des inquiétudes croissantes de la part des producteurs vis à vis de la concentration du marché chez les acheteurs et conséquement des essais publiques et privés à accroître le pouvoir de négociation des producteurs.
- accroissememt de l'urbanisation de la société canadienne et les nombreuses conséquences de cette évolution et une plus grande consommation de nourriture préparée, de plus en plus de repas consommés au restaurant, des inquiétudes au sujet de la structure de la famille et une plus grande réalisation des disparités de niveau de vie.

Comme résultat, de nombreux groupes et individus au Canada s'intéressent à la politique alimentaire à cause des incertitudes qu'ils ressentent.

Les opinions citées plus haut n'ont pas toutes le même poids ou la même importance selon qu'elles viennent d'une couche ou l'autre de la société. Certains mettent l'accent sur la quantité totale d'aliments produits et prônent l'augmentation de la production afin de contribuer le plus possible à réduire la faim dans le monde. Ce point de vue implique qu'une bonne nutrition est un droit de base des êtres humains qui ne devrait pas être à la merci du marché. A l'autre extrème il y a ceux qui pensent que la production de nourriture n'est que l'une des nombreuses activités économiques de notre monde et que le marché devrait être, sinon complètement libre, au moins très libéral. Entre ces deux extrèmes il y a tout un éventail de positions et d'opinions qui prônent diverses possiblilités de gestion de l'offre et de la demande, qui seraient en faveur soit des consommateurs soit des producteurs surtout selon les intérêts de celui qui émet l'opinion en tant qu'individu ou groupe. Se superimposant à ceci, il y a des inquiétudes d'ordre social au sujet du futur des populations rurales et de la place de ferme familiale en tant qu'institution sociale.

Economie

La production d'aliments et de fibres implique le fonctionnement de nombreuses entreprises économiquement interdépendantes qui emploient de la main d'oeuvre, des matériaux, du capital et des techniques pour des activités allant de l'agriculture à la vente au détail en passant par la fourniture des facteurs de production, la transformation et la commercialisation. Puisque le climat du Canada ne permet pas toutes les cultures, le commerce international en produits alimentaires est une grande partie de circuits alimentaires. Les exportations d'aliments contribuent d'une façon substantielle à l'équilibre de notre balance des paiements et le revenu des exportations est particulièrement important pour les provinces de l'Ouest. Les produits importés, c'est-à-dire ceux qui ne peuvent être cultivés économiquement au Canada, coupent une bonne part dans le budget de l'alimentation.

En 1976, le revenu brut des fermiers canadiens s'élevait à $11,3 milliards. Pour leur production ils ont utilisé un stock en capital (terre, bâtiments, machinerie et bétail) évolué à $48,8 milliards et les facteurs de production achetés pour une valeur de $6,2 milliards. Il y avait 339 000 fermes totalisant une superficie de 67 millions d'hectares et employait 474 000 personnes. A l'autre extrémité du système, les consommateurs ont achetés des aliments et boissons non-alcooliques pour un montant de $22,5 milliards, les exportations agricoles ont rapporté $4,1 milliards et l'on a payé $3,3 milliards pour les importations alimentaires (voir annexe, fig. 1).

En 1951, la main-d'oeuvre en agriculture compte 939 000 personnes, soit 18% du total de la main-d'oeuvre alors employée au Canada. En 1976, cette main-d'oeuvre constitue 5% du total de la main-d'oeuvre globale employée au Canada. Depuis 1966, la proportion de la main-d'oeuvre agricole par rapport au total a baissé jusqu'au taux annuel moyen de 1,3%.

Depuis 1951 cependant, la production agricole du pays a marqué une augmentation, quoique la quantité de la main-d'oeuvre ait accusé une baisse. Cette croissance de production résulte principalement de la substitution de capital au nombre des employés. Les facteurs autres que la terre et la main-d'oeuvre ont augmenté d'environ 38% à plus de 50% de la totalité des intrants agricoles, au cours des dernières années. Entre 1971 et 1976, les dépenses des agriculteurs en équipement, en bétail, en semences et en pépinière, en provendes et en engrais ont augmenté respectivement aux taux de 15, 10, 23, 18 et 26% par année. En 1976, les agriculteurs canadiens ont dépensé 1,4 milliard pour obtenir de la machinerie agricole, $485 millions pour l'engrais et 1,2 milliard pour alimenter leurs animaux. Toujours en 1976, la valeur globale du capital agricole au Canada était, selon les estimés disponibles, d'environ $163 000 par ferme; tandis que les impôts sur les terres et immeubles agricoles s'élevaient à $227 millions.

L'augmentation de la production agricole, alors que la main-d'oeuvre agricole accusait une baisse, a fortement contribué à la croissance de la productivité nationale brute. Si l'on étudie la production globale de toutes les industries au Canada, la différence annuelle dans la productivité de la main-d'oeuvre, de 1946 à 1974, a été de 4,2%. Parmi les quatre grands groupes industriels, c'est-à-dire l'agriculture, la manufacture, la production de produits commerciaux et le secteur des services, l'amélioration annuel moyenne de la productivité des agriculteurs a été la plus élevée, soit 5,5%.

L'agriculture influe aussi fortement sur d'autres secteurs de l'économie canadienne. En matière de transport par exemple, 14% du fret total provient de l'agriculture. De plus, les produits agro-alimentaires transportés par la Voie maritime du St-Laurent constituent, en 1976, 38% du tonnage global de ce traffic. Les dépenses des agriculteurs en combustibles et en lubrifiants atteignent environ 17% des ventes globales d'essence. En ce qui a trait au secteur de la vente en gros, près de 25% de la main-d'oeuvre travaille dans la vente de produits agricoles et alimentaires, ainsi que d'approvisionnements agricoles.

Le blé et la farine de blé représentent plus de la moitié des exportations agro-alimentaires canadiennes; en 1976, ils se chiffraient à $4,1 milliards de dollars et constituent 11% de nos exportations globales (annexe, graphique n° 2). En 1951, les exportations de produits agricoles de un milliard de dollars totalisent 26% des exportations globales des marchandises canadiennes. Depuis 1951, la valeur de nos exportations de produits agricoles a toujours été supérieure à celle des importations de produits agricoles qui, en 1976, se sont chiffrées à 3,3 milliards de dollars, soit 9% de toutes les importations de marchandises.

En 1955, l'agriculture équivalait à environ 7% du produit national brut et, par ordre d'importance, occupait le cinquième rang parmi les 15 secteurs industriels, En 1975, le taux de production était de 4% et l'agriculture occupait le dixième rang. Parmi les cinq industries primaires, l'agriculture se situait au premier rang en 1955 et au dixième en 1975 (voir le tableau).

PRODUIT GLOBAL DE CINQ INDUSTRIES PRIMAIRES,
AU CANADA, 1955 ET 1975

Industries				
	$000,000	% du total	$000,000	% of total
Agriculture	1,767	43.9	5,929	39.0
Sulviculture	438	10.9	1,035	6.8
Pêcheurs et trappeurs	85	2.1	190	1.3
Mines	1,071	26.6	6,227	41.0
Services des besoins publics	664	16.5	1,813	11.9
Total	4,025	100.0	15,194	100.0

Source: Statistique Canada, 13-201

En 1951, la formation du capital brut fixe en agriculture s'élevait à environ $0,5 milliard, représentant 13% du total en formation de nouveau capital pour l'économie; en 1975, les chiffres correspondants étaient de $2,5 milliards et de 8%.

FACTEURS

L'agriculture canadienne et le monde en 1975

Environ 1473 millions d'hectares soit 11% de la totalité des terres du monde sont en culture et l'on estime que le même montant de sol arable pourrait être cultivé. Le taux de population est de 0,6 hectare par personne dans les pays nantis et de 0,3 dans les autres.

La population du monde s'est accrue de environ 2% chaque année et se tient maintenant a environ 4 milliards d'individus. Dans les pays sous-développés environ 65% de la population s'occupe d'agriculture alors qu'il n'y en a que 12% dans les pays nantis. La production mondiale d'aliment croît plus vite que l'augmentation de la population, mais en raison d'une croissance démographique extrèmement rapide dans les pays sous-développés, la quantité de nourriture disponible par tête est en réalité assez faible.

Au début des années 1970, la production alimentaire par tête, dans les pays en voie de développement, excédait à peine le quart de la production des pays nantis. Ceux-ci représentent 30% de la population mondiale, mais ils produisent chaque année 60% des aliments du monde. Le régime alimentaire des populations non nanties est inférieur à leurs besoins en nutrition, alors que dans les pays nantis, la disponibilité en aliments dépasse les besoins d'envrion 20%.

Au cours des deux dernières décennies, le volume et la valeur du commerce international ont augmenté sensiblement. Cependant, le total des produits agricoles fournis aux pays nantis ne représente actuellement que 10% des aliments produits à travers le monde, et le commerce agro-alimentaire est concentré dans un nombre relativement moindre en ce qui concerne les denrées.

Plus des deux-tiers du commerce international s'effectuent entre les pays nantis et une forte proportion des produits exportés aux pays non nantis est conforme aux termes d'accords d'entr'aide internationale. Plusieurs des pays qui, auparavant, étaient exportateurs "nets" de céréales sont devenus des importateurs nets. Les Etats-Unis, le Canada, l'Australie et l'Argentine sont maintenant les principaux exportateurs de céréales.

Comparés aux normes acceptées, la population, la terre arable, la production agro-alimentaire et le commerce agricole du Canada ne sont pas grands, mais la proportion canadienne des exportations de grains et de graines oléagineuses est importante, soit 20% pour le blé et l'orge, 60% pour la graine de colza et 80% pour la graine de lin. Le Canada exporte entre 30 et 35% de sa production agricole et, pour ce qui est du blé, ce chiffre est de 70 à 75%. Les principaux marchés des denrées canadiennes se trouvent au Japon, au Marché commun européen, aux Etats-Unis, en Union soviétique et en Chine. Entre 1965 et 1974, la valeur des exportations agro-alimentaires du Canada a augmenté de 140%, mais celle des pays nantis s'est accrue de 85%, et celle des exportations aux pays non nantis, de 370%. Cela explique pourquoi les exportations canadiennes vers les pays en voie de développement étaient de l'ordre de 19% des produits agricoles canadiens en 1965, et de 37% en 1974.

L'instabilité des marchés internationaux de l'agriculture résulte en grande partie des fluctuations du climat qui influent sur l'approvisionnement; et de certains changements de politique de la part des principaux pays. Considérant la tendance croissante de certains pays à s'approvisionner à même leurs propres ressources, il se peut qu'à l'avenir, les problèmes inhérents à l'instabilité économique augmentent. On a suggéré que de meilleurs systèmes de communication internationale, certains contrats à moyen terme, et certains accords dans le domaine des denrées pourraient stabiliser le commerce, ainsi que les prix et les revenus du commerce agro-alimentaire.

Le Canada contribue aux programmes d'assistance dans beaucoup de pays, et, aujourd'hui, i.e. est, proportionnellement à sa population, le plus important exportateur alimentaire parmi tous les pays du monde. Au cours de la dernière décennie, les dépenses du Canada en matière d'aide alimentaire aux pays non nantis atteignaient le chiffre de 1,2 milliard de dollars — et le taux de sa contribution va en augmentant. De plus, le Canada contribue à de nombreux autres programmes d'aide aux pays du tiers monde. Il en est de même pour l'assistance aux centres internationaux de recherche en agriculture. Ces recherches portent sur la culture en terre ferme, l'évaluation des ressources d'eau, le développement de l'agriculture et du blé, l'approvisionnement en engrais, et la mise sur pied d'une capacité d'emmagasinage adéquat. Le Canada est actuellement engagé dans environ 200 projets de ce genre.

Les ressources naturelles de base

Les terres arables du Canada ont été classifiées dans l'Inventaire des terres du Canada d'après la capacité du sol sur une échelle de 1 à 6, et, d'après le climat, sur une échelle A-E (annexe, graphique 3). Selon ce critère, 0,6% de la terre arable est classifiée A-1, et presque 90% du total se trouve dans les zones climatiques D et E. D'après cette classification il est à noter qu'environ 55% du territoire canadien est reconnu "marginal" ou inexploitable aux fins de culture agricole (catégorie de 4 à 6) et que, par conséquent, le meilleur de ces terres se prête à l'alimentation des ruminants. L'utilisation de nos terres agricoles reflète ce taux, puisque environ 50% des terrains sont utilisés pour le fourrage et 45% pour l'exploitation de récoltes de céréales. Celles-ci sont les plus faciles des récoltes de céréales tant en qualité qu'en utilisation efficace du sol et du climat.

Le Canada dispose d'environ 129 millions d'hectares de terre qui se prêtent à une exploitation agricole marginale, et 49 millions d'hectares de bonne terre arable (catégorie: 1 à 3). Soixante-neuf millions d'hectares se situaient dans le cadre de

fermes dont 44 millions d'hectares étaient cultivés. Soixante-neuf pour cent des terrains arables se trouvent dans les provinces des Prairies. Des données récentes nous permettent d'estimer que les terrains agricoles exploités dans les provinces de l'Ouest continueront de se développer, tandis que ceux de l'Est connaîtront une baisse progressive de la production.

Les diverses régions agricoles du Canada sont sujettes à d'importantes variations climatiques. De plus, en raison de la distribution et de la disponibilité relatives d'humidité et de chaleur entre ces diverses régions, en général, tous les "climats" canadiens se prêtent mal à la production agricole, en comparaison avec ceux des régions les plus productives du monde. Les périodes au cours desquelles on peut compter sur un climat sans gel varient de 80 à 120 jours dans les provinces des Prairies, atteignent 160 jours sur les terrains avoisinant les lacs Ontario et Erie, jusqu'à un maximum de 220 jours dans les terres côtières de la Colombie-Britannique. La précipitation pendant la saison de croissance dépasse 500 mm dans les provinces maritimes, et un peu inférieure à ce chiffre dans les parties les les plus chaudes et humides du sud de l'Ontario, et atteint seulement 100 mm dans les vallées entre les chaînes des Montagnes rocheuses, en Colombie-Britannique. Seulement 10% de tous les terrains agricoles améliorés sont irrigués de façon artificielle. Un potentiel de quatre ou cinq fois cette quantité pourrait éventuellement être exploité.

Structure des fermes canadiennes

Selon le recensement de 1976, le nombre de fermes au Canada dont les ventes excédaient ou se chiffraient $1200, a diminué de 23%, soit de 387 072 en 1951 à 300 118 en 1976. Quatre-vingt douze pour cent des fermes canadiennes sont exploitées sur une base privée et à propriété unique; 6% se présentent comme entreprises coopératives et 2% peuvent être considérées comme des corporations. La plupart de ces

dernières sont des corporations agricoles familiales. Une forte proportion des fermes les plus productives se présentent sous forme, soit d'association, soit de fermes instituées en corporations familiales, et tout porte à croire que cette forme d'organisation agraire prend de l'empleur, en ce qui a trait au nombre et à la taille moyenne de l'entreprise. La plupart des fermes canadiennes sont la propriété exclusive de ceux qui les exploitent mais, entre 1951 et 1971, la proportion d'agriculteurs propriétaires de toutes les fermes qu'ils exploitaient a baissé de 77 à 69%. En 1971, 5% des agriculteurs louaient tous les terrains qu'ils cultivaient, et 26% d'entre eux étaient, soit partiellement propriétaires, soit partiellement locataires. Depuis longtemps, les agriculteurs canadiens ont soutenu une forte proportion d'avoir propre de leur propriété. Quoique le montant total du capital emprunté par ferme et la proportion des agriculteurs recourrant au crédit aient augmenté de façon régulière durant les deux dernières décennies, l'équité des agriculteurs était en moyenne de 82% en 1972.

Un nombre croissant de fermes sont cultivées à temps partiel, alors que décroît le nombre de personnes qui se disent agriculteurs, affirmant vivre principalement de leurs activité agricoles. En 1951, 18% des fermes recensées déclaraient comme occupation pricipale une autre activité que l'agriculture tandis qu'en 1971, le pourcentage était de 31%. La proportion entre la main-d'oeuvre permanente a augmenté de 20% en 1971 à 29% en 1976.

La taille moyenne des fermes canadiennes, mesurée d'après les terres améliorées, les ventes et l'investissement de capitaux, a augmenté régulièrement depuis plusieurs décennies. Par exemple de 1951 à 1971, une augmentation de 80 à 118 hectares dans ces fermes, dont l'investissement moyen exprimé en dollars courants, a cru de $15 200 en 1951 à $65 430 en 1971; à $135 411 en 1975. Exprimée en dollar courant en 1971, l'augmentation d'investissement dans l'érection d'édifice, l'achat de machinerie et d'équipement général, ainsi que de bétail, s'élevait entre 1951 à 1971 à 39, 50 et 60% chaque catégorie. En 1951, 4% des fermes ont réalisé des ventes de plus de $10 000; alors qu'en 1971, la proportion était de 31% et ceux-ci ont produit 78% du total global des ventes.

Le revenu net moyen des agriculteurs qui ont fait leur déclaration d'impôt était de $10 018 en 1974. One pourcent de ces déclarants ont affiché un revenu net de $25 000, tandis que 36% ont affiché des revenus nets de moins de $5 000. De ce total, $10 018 représentaient le revenu net global, alors que $4 452 représentaient le revenu net des activités agricoles, le reste provenant d'autres sources. Une étude poussée des données sur les agriculteurs qui ont rempli leurs déclaration d'impôt démontre que les agriculteurs spécialisés dans la production de lait, du porc et de la volaille gagnent une proportion de revenus nets moindre que celle des revenus nets dans les industries de grain et de bétail.

L'agriculture tend depuis les deux dernières décennies vers la spécialisation, le nombre moyen de denrées produites par ferme recensée baissant de 4,9% à 4,7% entre 1951 et 1971. Cette tendance est tout particulièrement prononcée chez les producteurs de volaille, d'oeufs, de pommes de terre et de porc. Alors que ces denrées, traditionnellement, étaient des produits secondaires de fermes orientées vers la production d'autres produits, on les trouve aujourd'hui parmi les produits de fermes à production fortement spécialisée.

Bref, les fermes canadiennes sont exploitées par des particuliers; le nombre fermes a diminué mais leurs dimensions se sont accrues. C'est pourquoi les grandes fermes gagnent une proportion accrue de revenus provenant de sources non-agricoles. Il y a eu une augmentation de la superficie de la ferme moyenne, de sorte que les plus grandes fermes contribuent dans une grande mesure à la production totale. Plus d'agriculteurs tirent leur revenu comme main-d'oeuvre non agricole. On a noté une diminution importante du nombre des denrées produites par les fermes soi-disant "moyenne" dont le changement le plus remarquable a été la réduction du nombre de petites entreprises de bétail. Il en découle que les entreprises agricoles "familiales" subviennent de moins en moins à leurs besoins en produits alimentaires.

Agriculture familiale

La production agricole de base est en majorité assurée par les fermes familiales. Les politiques et programmes gouvernementaux ont ainsi indiqué une préférence pour l'industrie orientée vers l'entreprise familiale. La ferme familiale contemporaine prend son origine dans la ferme traditionnelle du passé. Celle-ci fonctionnait principalement comme une unité de production et la consommation automne sur le plan économique, possédant la plupart de ses biens - terre, installations - et confectionnant plusieurs des produits nécessaires à la production et la consommation. Quoique la ferme traditionnelle soit pratiquement disparue, l'agriculture canadienne repose aujourd'hui sur une industrie alimentée de petites entreprises familiales.

Depuis l'après-guerre, une mécanisation importante est survenue dans la production agricole de base réduisant ainsi le nombre d'opérateurs car on avait regroupé les petites fermes en unités plus grandes. Naissaient ainsi des fermes dont la taille moyenne était accrue mains celle des petites fermes variait énormément. Malgré la tendance aux fermes plus larges, la plupart continuent d'être exploitées sur une base individuelle. Les petites fermes continuent d'être une grande partie des producteurs agricoles primaires. Ces même "petits" propriétaires n'ont pas facilement l'accès au crédit de leurs plus grands concurrents; leurs procédés de production et de mise en marché semblent inadéquats dans le marché fortement compétitif d'aujourd'hui, et leurs revenus annuels semblent inadéquats par rapport aux normes générales actuelles. Les gestionnaires de fermes plus grandes (mais pas nécessairement très grandes) sont souvent mieux avertis, et ont un meilleur équipement mécanique pour tirer avantage des possibilités de substitutions existantes pour rester en compétition lorsque les prix fluctuent.

Si les tendances actuelles s'accentuent au Canada, on peut s'attendre à 250 000 agriculteurs en l'an 2000, dont près de la moitié seront principalement des agriculteurs à plein temps. En outre, moins de 100 000 agriculteurs, un peu plus de la moitié situés dans les provinces des Prairies, prédomineront dans la production agricole. Pour la plupart des propriétaires de terres plus grandes, ils les géreront en co-participation, comme de petites corporations. D'autre part, le Québec et la région de l'Atlantique pourraient accuser une baisse importante du nombre des fermes, tandis qu'en Ontario et dans les Prairies, la baisse sera relativement moindre, et que le nombre de fermes s'accroîtra en Colombie Britannique. Cependant, il faut considérer ces projections comme provisoires, vu l'ampleur des changements prévus dans les prix relatifs des facteurs de production, le taux de croissance des moyens technologiques et l'attraction des salaires payés dans d'autres domaines que l'agriculture. Toutefois, tout en tenant compte de la tendance vers des fermes plus grandes, on prévoit que les fermes cultivées par une ou deux familles continueront de prédominer

L'analyse économique des fermes familiales démontre que leurs propriétaires agissent dans leur propre intérêt (i.e., ils maximisent leurs revenus) en axant leur production sur les entreprises les plus profitables. Les économies sur la taille n'empêchent pas les fermes commerciales familiales de s'agronder, et on peut s'attendre à ce que ces entreprises familiales soient compétitives pendant pas mal de temps.

Selon certains, un secteur agricole fondé sur des fermes familiales est, une organisation sociale supérieure, parce qu'elle encourage une meilleure qualité de la vie que les autres secteurs agricoles (par exemple le taux de criminalité plus bas, moins de stress dans la vie quotidienne, etc.) Cependant, il semble exister bien peu d'évidence scientifique permettant de comparer la qualité de la vie dans une société fondée sur des fermes familiales à d'autres formes d'organisation sociale dans des conditions <u>ceteris paribus</u>. De plus, il existe plusieurs indications que la structure sociale dans les régions où prédominent les grandes fermes, familiales ou non, n'est pas du tout indésirable.

Certains affirment que, dansune société de fermes familiales, les problèmes de l'environnement et la menace de pénuries éventuelles d'énergie et de ressources, dues en partie au progrès technologique, sont moins graves qu'ailleurs. Mais les nouvelles technologies ont eu des effets très positifs et plusieurs ont résolu plus de problèmes qu'elles n'en ont créés. Des recherches plus approfondies sur l'impact de nouvelles technologies et sur leurs conséquences quant à l'environnement sont requises afin de confirmer les idées sous-jacentes à l'agriculture familiale.

On dit qu'une agriculture qui s'appuie sur la ferme familiale est portée à maintenir une vie valable en assurant une base sûre pour la vie sociale et économique. Ce que l'on craint le plus est la présence de communes entièrement dépendantes (ou quelques rares) sur une seule superferme; de sérieux problèmes (c'est-à-dire des pertes de revenu et d'emploi) peuvent subvenir si cette superferme devait faire faillite. Dans ce genre d'entreprise, la puissance économique est concentrée sur quelques individus seulement.

La dernière raison d'encourager l'existence des fermes familiales est que les agriculteurs eux-mêmes ont choisi ce mode de vie. Par conséquent, les gouvernements ont laresponsabilité d'encourager cette tendance (si la demande n'est pas déraisonnable) au même titre qu'il encourage ceux qui oeuvrent dans d'autres secteurs (par exemple les ouvriers syndiqués et les hommes d'affaires).

Quant à la structure des unités de production dans l'agriculture de base, le gouvernement dispose de quatre politiques possibles; soit: 1) décourager les agriculteurs qui n'oeuvrent pas en famille sans, cependant, leur interdire de le faire, afin de permettre aux fermes familiales de continuer de prévaloir dans ce secteur; et fournir une assistance spéciale aux agriculteurs qui exploitent des petites fermes, les aidant ainsi à faire concurrence aux plus grandes fermes; (cette option se rapproche le plus de la politique gouvernementale actuelle); 2) décourager les entreprises agricoles non exploitées par des familles (ceci rejoint

la première option), fournir une assistance spéciale aux petites fermes familiales dans le sens de la première option); interdire l'expansion de fermes non-familiales tout en accordant une aide spéciale aux petites fermes familiales; et 4) interdire l'expansion de fermes non-familiales et ne fournir aucune aide spéciale aux petites fermes familiales.

La philosophie économique canadienne, fondée sur l'initiative individuelle et l'encouragement de la libre entreprise, rend inacceptable toute politique gouvernementale interdisant les entreprises non familiales, bien que le gouvernement semble effectivement plus prêt à décourager l'expansion des grandes fermes. Les "petits" agriculteurs bénéficient dans une certaine mesure des politiques actuelles qui les rendent éligibles aux contingentements de mise en marché, ainsi qu'à des facilités de crédit et d'assistance (SCA) aux termes des programmes de stabilisation fédéraux et provinciaux.

Il n'existe pas de politique gouvernementale en ce qui a trait à la définition des limites d'une "petite" ferme (par exemple le nombre souhaitable de petites fermes familiales, ou bien les limites de ce qui constitue un "revenu adéquat"), bien qu'il existe des politiques pertinentes dans certaines provinces. Cependant, il existe plusieurs programmes visant à assurer la survie des fermes familiales (par exemple facilités de crédit, programmes d'entraînement, organismes de mise en marché, office de commercialisation, etc.), mais on n'a pas réussi à prouver que de tels programmes soient utiles en aidant les agriculteurs à petit revenu à devenir plus compétififs, en améliorant l'égalisation des revenus ou en diminuant le nombre de fermes. Toute politique visant à promouvoir la rentabilité des petites fermes familiales devra être fondée sur une recherche antérieure solide, afin de faciliter la sélection de diverses sortes de programmes qui favoriseraient la création de fermes familiales capables d'effectuer la plus grande part des économies d'échelle, ce qui aiderait l'agriculture canadienne à restercompétitive sur le marché canadien et sur les marchés internationaux.

Il s'agira de redéfinir les programmes afin d'aider les propriétaires de petites fermes à améliorer leur mode de gestion et à s'adapter à une technologie satisfaisant leurs besoins particuliers, et de leur donner ainsi l'assurance qu'ils décident eux-mêmes en quoi consiste leur bien-être. Il faut aussi s'assurer qu'ils auront un accès continu à des sources de crédit en capitaux. D'autres programmes du gouvernement devraient être consacrés au développement d'une nouvelle technologie pour contrebalancer les sérieuses contraintes du climat, ainsi que des ressources disponibles (par exemple adopter des méthodes nouvelles de conservation du sol et de l'eau, et pour corriger les restrictions qui empiètent sur leur part du marché et qui affligent les petits agriculteurs.

Transformation et commercialisation des produits agricoles

Tel qu'illustré dans le graphique qui suit, les denrées agricoles de base sont mises en marché de plusieurs manières, y compris la vente directement aux transformateurs d'aliments, les enchères, les co-opératives et les offices de commercialisation. Les produits vendus par ces derniers représentent 50% des revenus comptant des agriculteurs. Cependant, la proportion varie selon les régions. En Saskatchewan, par exemple, environ 69% des revenus agricoles comptant proviennent de vente faites par des offices de commercialisation comparé à 36% dans l'Ile du Prince Edouard.

A peu près 60% du prix de bétail des aliments produits au Canada est dû à la transformation de denrées agricoles en produits de consommation. Ce pourcentage varie selon la denrée. Pour la viande il est d'environ 30%, pour les fruits et légumes en boîtes de conserve, il est d'à peu près 85%. La proportion du dollar du consommateur tend à augmenter au fil des ans, car le coût des services de transformation et autres a été ajouté à celui des produits avant qu'ils ne deviennent disponibles au consommateur.

En 1974, l'industrie de transformation des aliments représentait 13% du total des frais encourus. Cette industrie représentait 12% de l'embauche globale et payait 11% des salaires gagnés dans l'industrie canadienne.

Les taux de concentration dans l'industrie agro-alimentaire sont d'assez bons indicateurs de la vigueur de la concurrence entre les transformateurs de produits agricoles. C'est dans les brasseries et l'industrie du tabac qu'on trouve la plus grande concentration, soit 90% du produit mis en marché par les quatre plus grands producteurs. Les quatre plus grands producteurs de viande accaparent 54% de ces frais, tandis que le taux de concentration dans les domaines de la transformation du poulet, de la production de lait et des boulangeries varie de 33 à 38%.

Le secteur des aliments vendus au détail est d'une grande importance pour l'économie canadienne dans l'optique du volume des ventes et du nombre de personnes d'employées. En 1975, environ 22 000 entreprises de ventes alimentaires ont atteint des ventes brutes de $12 milliards de dollars, représentant presque 26% des ventes au détail globales au Canada. La vente d'aliments au détail est dominée par un petit nombre de grandes compagnies qui représentent environ 66% des ventes globales (voir annexe, graphique 4).

Le rôle que joue le gouvernement dans la commercialisation inclut l'établissement de normes de santé et de qualité, la stabilisation des prix des produits agricoles, les politiques d'accords internationaux, des lois destinées à encourager la création d'offices de commercialisation et la participation à la vente des grains produits dans la région des Prairies par l'entremise de la Commission canadienne du blé.

Le commerce de l'hôtellerie, des restaurants et des institutions a pris de l'ampleur au sein du domaine de la vente d'aliments au détail. Les ventes globales sont évaluées à 4,3 milliards de dollars, dont la proportion en aliments était de $170 000.

Services gouvernementaux agricoles

Recherche: Au cours du siècle dernier, le Canada a fait preuve d'une grande compétence dans le domaine de la recherche agricole et, actuellement, il y a environ 1600 scientifiques spécialistes en agriculture au pays. Agriculture Canada est responsable de 50% de cette recherche, au budget annuel d'environ 116 millions de dollars. Ces investissements comprennent un programme de grande envergure, auquel participent environ 900 spécialistes de la Direction de la recherche, de 47 laboratoires d'un océan à l'autre, ainsi que de programmes plus modestes dans les Directions de l'économie, de l'Hygiène vétérinaire et de la Commission canadienne des grains.

Il se mène aussi des recherches dans 11 facultés d'agriculture, équivalant à 30% du programme national. La participation des gouvernements provinciaux à la recherche varie de relativement peu jusqu'au programme substantiel de l'Ontario auquel participent plus de 100 scientifiques.

Il s'accomplit très peu de recherche dans le secteur industriel, mais cette situation est en voie de changement, grâce à l'aide fournie par les programmes fédéraux du Conseil national de recherche, du ministère de l'Industrie et du commerce, d'Agriculture Canada, et d'autres ministères, et grâce à la politique du "Make or Buy", qui accorde des contrats à des agences extérieures quand la chose est possible.

Les dépenses en recherche s'élèvent à environ 2,5% du revenu net des agriculteurs.

Extension: L'Acte de l'Amérique du Nord britannique accorde aux provinces la responsabilité de promouvoir l'exploitation agricole. En pratique cependant, le ministère fédéral a participé à cette exploitation. Dans certaines provinces, la tendance semble être de fournir plus de services aux agriculteurs commerciaux, particulièrement aux agriculteurs à faible revenu. Agriculture Canada participe dans une proportion rela-

tivement faible à des activités en cours à chaque ferme expérimentale ou poste de recherche. Il existe aussi d'autres services tels que CANFARM, Canadex, et les publications d'Agriculture Canada. L'industrie de l'approvisionnement des fermes agricoles est conçue comme la clé du développement des ventes à long termes, et même les banques à charte ont affecté environ 60 agents à ces activités dans les 10 provinces.

Information: Divers programmes d'information ont été entrepris par les ministères fédéral et provinciaux de l'agriculture, les universités et le secteur industriel. Les Services d'information d'Agriculture Canada sont chargés de cette activité, bien que certaines autres Directions dispensent de l'information hautement spécialisée.

Education: L'éducation post-secondaire est dispensée par certaines universités canadiennes, par des collèges d'agriculture provinciaux et des collèges communautaires et par les CEGEP. Agriculture Canada offre des subventions limitées aux chercheurs universitaires. Ces sommes servent principalement à subventionner l'entraînement d'étudiants diplômes. Comme l'éducation relève des gouvernements provinciaux, le gouvernement fédéral peut s'engager dans ce domaine seulement par le biais du programme de formation de la Main-d'oeuvre du Canada et, pour ceux qui oeuvrent dans le domaine de l'agriculture, par le biais du Programme de formation industrielle de la Main-d'oeuvre du Canada.

Production et commercialisation: Par l'entremis de ses spécialistes partout au pays, la Direction de la production et de la commercialisation d'Agriculture Canada est responsable de 26 lois touchant l'agriculture et les producteurs, les transformateurs d'aliments et les distributeurs. Le but des services de mise en marché des gouvernements fédéral et provinciaux est d'aider les producteurs agricoles afin d'assurer à la direction, au capital et à la main-d'oeuvre un profit équitable. Les diverses Directions (lait, fruits et légumes, grains et récoltes de produits spécialisés, etc.) oeuvrent chacune dans sa spécialité, mais en ce qui touche leur inspection, leur classement et leurs obligations envers toutes les denrées y compris les denrés animales, ils travaillent en étroite collaboration avec d'autres ministères fédéraux, les gouvernements provinciaux, et les organismes de production reliés aux besoins actuels. De plus, ils inspectent les usines de transformation alimentaire et les abattoirs, ils s'assurent que le fourrage, les engrais, les pesticides et toutes les variétés de grain soient enregistrés. Enfin, ils certifient les produits agricoles destinés au Canada comme à l'étranger.

Il incombe à la Division des services de commercialisation d'Agriculture Canada d'améliorer les services de commercialisation agricole du pays. La loi sur l'organisation du marché des produits agricoles permet au ministère de partager les pouvoirs de commercialisation à des offices de commercialisation provinciaux qui contrôlent les produits destinés aux marchés inter-provinciaux et internationaux.

Autres services: Le personnel de la Direction de l'hygiène vétérinaire contrôle et réglemente l'importation d'animaux et de leurs sous-produits. Il lui incombe de certifier la qualité du bétail destiné à l'exportation. Les employés administrent aussi la Loi sur l'inspection des viandes, qui exige que tous les abattoirs et usines de transformation pratiquant le commerce interprovincial et l'exportation, se soumettent aux programmes d'inspection des viandes du gouvernement fédéral.

La Direction de l'économie assume la fonction de recherche quant à définition de problèmes économiques, l'identification d'occasions économiques attrayantes, la recommandation de politiques et de programmes, et elle contribue, par le biais de la recherche, une meilleure compréhension des bonnes occasions et des problèmes étudies.

La préoccupation principale de la Direction des circuits alimentaire est l'interaction entre les diverses agences engagées dans l'agriculture au Canada. La Direction est responsable des programmes d'information destinés aux divers secteurs du système agro-alimentaire. De cette activité découle la définition de buts précis pour l'industrie et l'établissement de priorités parmi les denrées de toutes sortes.

Instabilité de l'agriculture canadienne

Dimensions et conséquences: L'instabilité de l'industrie agricole affecte les producteurs, les consommateurs et les marchés d'intrants. Les revenus des producteurs sont vulnérables aux fluctuations des prix et à la production à cause des quatres facteurs suivants: 1) une forte proportion de l'industrie agricole canadienne se trouve dans les Prairies, où la production est instable en raison des fluctuations de la pluie d'année en année; 2) l'agriculture canadienne est singulièrement vulnérable aux fluctuations des marchés internationaux, car environ 40% des revenus bruts des agriculteurs canadiens provenait de l'exportation de leurs produits; 3) les écarts entre l'approvisionnement et la demande entraînent des changements dans la production et les revenus bruts; et 4) le fait que les prix d'entrants sont relativement plus stables que ceux des denrées signifie que les bénéfices nets sont encore plus instables que les bénéfices bruts.

Pour ce qui est du consommatuer, les prix de détail varient moins que les prix des agriculteurs à cause des plus grandes fluctuations de la demande dans le secteur de la vente au détail. Les revenus et l'embauche dans les industries alimentant les besoins spécifiques des agriculteurs tels que les machines agricoles et les engrais, sont particulièrement touchés. Le marché est grandement influencé par les revenus nets disponibles, ce qui entraîne des investissements superflus dans les terres, en proportion aux recettes à long terme.

Programmes canadiens: Le gouvernement fédéral a développé plusieurs programmes visant à protéger les producteurs contre les effets néfastes de l'instabilité et des fluctuations du marché. Ces programmes se classent en trois catégories: stabilisation directe des prix ou revenus, protection contre les mauvaises récoltes et gestion des approvisionnements. Les programmes de stabilisation des prix et des revenus visent à ce que les revenus comptant des producteurs leur assurent la solvabilité à court terme, mais n'interviennent pas dans les ajustements de la production en garantissant les immobilisations. A partir d'un autre principe, on a limité des versements d'indemnités sous prétexte que les grandes fermes que jouissant de ressources plus importantes, sont mieux placées pour équilibrer les effets des fluctuations. Un troisième principe veut que les indemnités soient payées sous la forme de paiements déficitaires auxproducteurs éligibles, en se basant sur les prix du marché.

La Loi sur la stabilisation des prix agricoles de 1975 permet à l'autorité établie de stabiliser les prix de revient des agriculteurs canadienns. Les prix payés aux producteurs de neuf denrées sont maintenus à un minimum de 90% du prix moyen sur le marché, pendant les cinq dernières années, et ajustés aux coûts de production en espèces.

La Loi prévoit aussi que le gouvernement puisse accorder des prix de stabilisation du même ordre à d'autres denrées par la voie d'arrêté-en-conseil.

La stabilisation des prix est sujette à un autre facteur: le Système de paiement anticipé de la Commission canadienne du blé qui a pour effet d'établir un "plancher" aux grains exploités dans la région des Prairies. La Loi sur le double prix du blé, de la même façon, aide à stabiliser les prix. La loi fixe un prix domestique et, si le prix des exportations lui est supérieur, le gouvernement remboursera la Commission canadienne du blé de la différence, jusqu'à un prix maximum. Ainsi, le prix du blé pour le consommateur canadien est réduit et, du même coup, les agriculteurs sont assurés d'un prix minimum.

La Loi de stabilisation concernant le grain de l'ouest qui s'applique au secteur céréalier de l'ouest canadien est un exemple de la stabilisation des revenus. La loi prescrit la création d'un fonds, duquel sont virés les paiements versés aux producteurs participants pendant l'année quand le flux des liquidités, défini de façon appropriée, ne dépasse pas la moyenne des cinq années précédentes.

En plus de leurs programmes de stabilisation des revenus, le programme fédéral-provincial d'assurance des récoltes complémente les programmes de stabilisation des revenus en assurant les producteurs individuels contre les accidents dûs aux hasards naturels.

En dernier lieu, les plans de gestion en approvisionnement conçus afin d'assurer un revenu sur tous les avoirs, ainsi que la stabilité à court terme du revenu, touchent plusieurs denrées. La gestion en approvisionnement est une pratique de la Commission canadienne du lait en ce qui a trait à la production du lait, du beurre et du fromage, ainsi que d'organismes établis selon la Loi sur les Offices de commercialisation des produits de ferme en ce qui a trait aux oeufs et aux dindes, ainsi que de certains conseils de mise en marché sous juridictions provinciales.

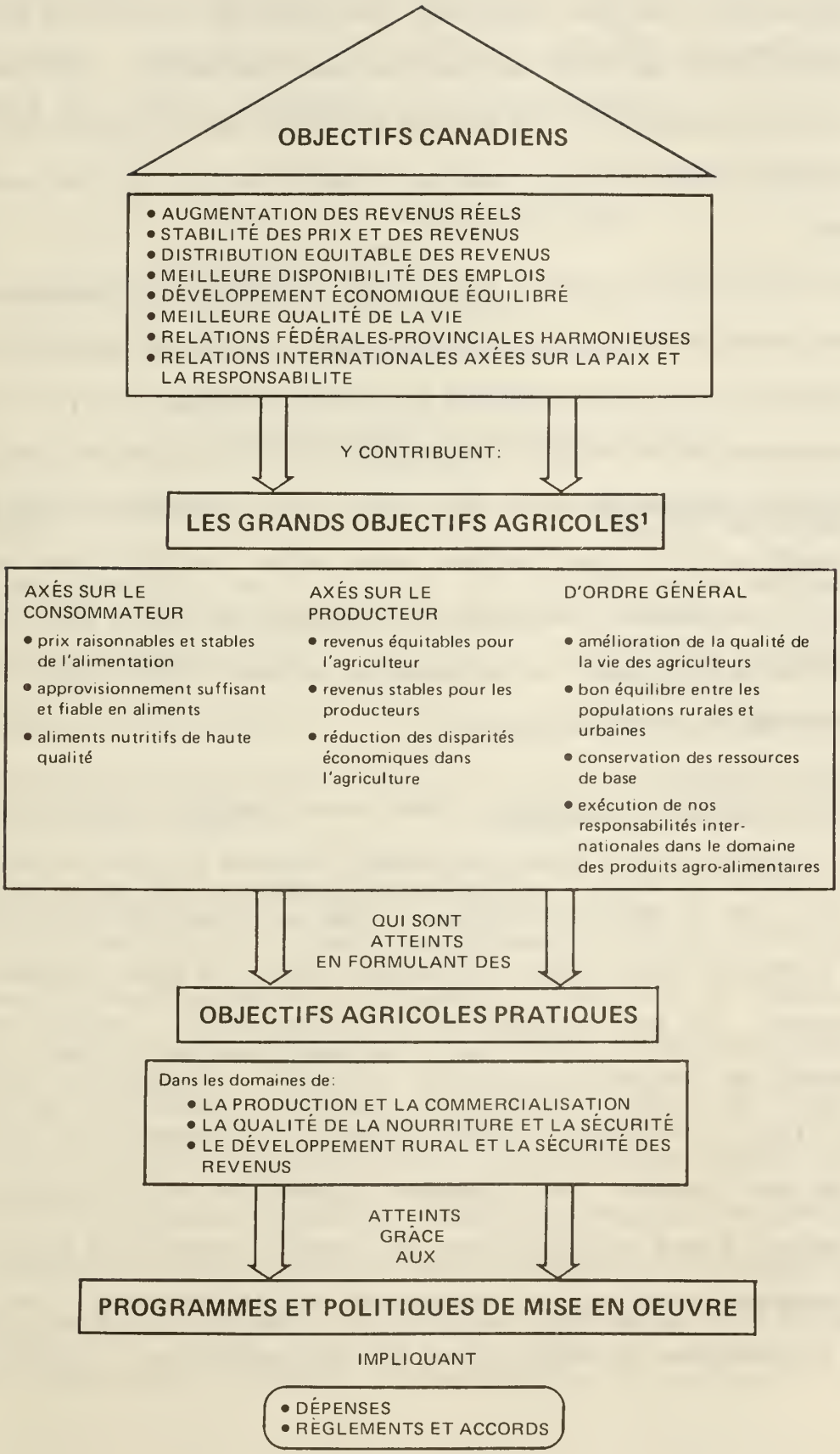
<u>L'intérêt international du Canada en matière de stabilisation des prix:</u> Le gouvernement fédéral a exprimé son inquiétude vis-à-vis l'instabilité des marchés de denrées internationales en participant activement à plusieurs accords internationaux. Ceux-ci pourraient élargir le domaine du commerce en fournissant les mêmes facilités d'accès aux marchés

individuels et en assurant une plus large mesure de stabilité des produits des producteurs établis dans des pays étrangers. Le recours aux stocks tampons a souvent été proposé afin de contrer les grandes fluctuations du prix des grains. Un programme du genre pourrait être avantageux pour les exportateurs (protection contre des prix indûment bas pendant les années de forte production), et les importateurs (protection contre la hausse rapide des prix pendant les années où il y a pénurie). Même si le gouvernement canadien est d'accord, en principe, avec la politique du stock tampon, il demeure préoccupé par certaines implications de cette politique, surtout quant à son impact sur la répartition et le renouvellement des stocks disponibles.

Mise en oeuvre des politiques agricoles et nationales

L'étude suivante résume les moyens par lesquels les dépenses et règlements relatifs à l'agriculture ont contribué à la réalisation des objectifs agricoles nationaux. Notre but: définir les buts pertinents, identifier certaines catégories d'instruments politiques et, si possible, de mesurer les efforts faits dans diverses catégories, évaluer les progrès réalisés selon les buts en étudiant certains indicateurs de rendement, en examinant les principales influences extérieures au Canada sur les indicateurs et identifier les conflits et échanges entre les buts visés.

Comme condition à l'atteinte du but principal, aux relations entre les quatre niveaux des buts nationaux, aux buts d'ensemble de l'agriculture et à ceux agricoles, nous les avons analysés afin d'identifier les relations les plus importantes entre chaque catégorie, ainsi que celles au niveau immédiatement supérieur. Le graphique suivant décrit la hiérarchie des buts visés: On retrouve au haut du diagramme les buts agricoles nationaux. Cependant, pour atteindre les objectifs visés dans le secteur agricole, il faut des buts instrumentaux plus spécifiques, associés à certains instruments politiques. Il y en a deux sortes: 1) les programmes subventionnés et 2) les lois et règlements qui déterminent la position et le statut de l'agriculture au sein de l'économie nationale. Ainsi, leur impact commence par l'adoption et l'utilisation d'instruments de programmes et de politiques afin de promouvoir les buts généraux de l'agriculture qui, à leur tout, appuient les visées nationales du Canada.


OBJECTIFS CANADIENS
• AUGMENTATION DES REVENUS RÉELS
• STABILITÉ DES PRIX ET DES REVENUS
• DISTRIBUTION EQUITABLE DES REVENUS
• MEILLEURE DISPONIBILITÉ DES EMPLOIS
• DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ÉQUILIBRÉ
• MEILLEURE QUALITÉ DE LA VIE
• RELATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES HARMONIEUSES
• RELATIONS INTERNATIONALES AXÉES SUR LA PAIX ET LA RESPONSABILITE
Y CONTRIBUENT:
LES GRANDS OBJECTIFS AGRICOLES[1]
AXÉS SUR LE CONSOMMATEUR
• prix raisonnables et stables de l'alimentation
• approvisionnement suffisant et fiable en aliments
• aliments nutritifs de haute qualité
AXÉS SUR LE PRODUCTEUR
• revenus équitables pour l'agriculteur
• revenus stables pour les producteurs
• réduction des disparités économiques dans l'agriculture
D'ORDRE GÉNÉRAL
• amélioration de la qualité de la vie des agriculteurs
• bon équilibre entre les populations rurales et urbaines
• conservation des ressources de base
• exécution de nos responsabilités internationales dans le domaine des produits agro-alimentaires
QUI SONT ATTEINTS EN FORMULANT DES
OBJECTIFS AGRICOLES PRATIQUES
Dans les domaines de:
• LA PRODUCTION ET LA COMMERCIALISATION
• LA QUALITÉ DE LA NOURRITURE ET LA SÉCURITÉ
• LE DÉVELOPPEMENT RURAL ET LA SÉCURITÉ DES REVENUS
ATTEINTS GRÂCE AUX
PROGRAMMES ET POLITIQUES DE MISE EN OEUVRE
IMPLIQUANT
• DÉPENSES
• RÈGLEMENTS ET ACCORDS

Nous avons tout d'abord défini les buts de chacun des quatre niveaux en montrant, si possible, jusqu'à quel point les buts secondaires les étayent. Quant à la relation entre les buts agricoles et les buts nationaux, aussi bien que les buts de mise en oeuvre et les buts agricoles, nous les avons expliqués de façon subjective. Nous les classifions de négatifs, positifs et neutres. D'une manière générale, ils témoignent de l'existence d'une forte consistance entre les buts visés par l'agriculture et les buts généraux de la société canadienne.

Les objectifs sont atteints grâce à deux grandes catégories de programmes. On accorde ainsi certaines sommes et des règlements afin d'aider le secteur industriel. Les répercussions relatives de ces instruments de travail sont indiqués par: i) les dépenses absolues et proportionnelles de chaque sous-catégorie, ii) les relations positives, négatives ou neutres entre les instruments de politiques et de programmes et leurs buts respectifs, iii) les progrès réalisés quant aux buts visés, selon les indicateurs de rendement sélectionnés, et iv) l'existence de conflits et d'échanges importants entre les divers buts visés. Nous avons aussi tenu compte des principales influences extérieures aux politiques canadiennes, qui ont agi sur les indicateurs.

Objectifs nationaux agricoles et pratiques: Nous avons rassemblé les buts nationaux à partir de divers documents publics comme les récents Discours du Trône et de descriptions des politiques de la part de ministres fédéraux. Bien que l'agriculture contribue de façon importante à ces buts, leur pleine réalisation exigera un grand rendement de tous les secteurs de l'économie. Les buts nationaux sont interdépendants: certains s'appuient réciproquement tandis que d'autres sont parfois en conflit. L'agriculture contribue aux buts nationaux en visant des objectifs d'ordre général, dont certains sont uniques à l'agriculture. Les buts agricoles sont déterminés d'après des sources semblables aux buts nationaux, mais surtout à base de déclarations et d'énoncés budgétaires ministériels. Bien que groupées en catégories axées sur le consommateur, sur le producteur et sur l'économie en général, nous reconnaissons qu'elles ne sont pas contradictoires, et qu'elles interagissent.

Les objectifs pratiques agricoles (énumérés ci-bas) contribuent à la réalisation des grands buts du secteur agricole, mais ils sont assez restreints pour qu'on les identifie à certains types d'instruments de politiques. Nous les avons regroupés en trois catégories générales: Production et mise en marché, qualité de la nourriture et sécurité, et, enfin sécurité des revenus, subdivisés en 14 sous-groupes:

Production et commercialisation

a. Production efficace
b. Mise en marché efficace
c. Gestion des ressources efficace
d. Développement des marchés
e. Aide alimentaire et technique efficace

Qualité de la nourriture et sécurité

f. Aliments sains pour tous les Canadiens
g. Consommateurs d'aliments avertis
h. Hautes normes pour les denrées
i. Diversification de la production
j. Sécurité des produits importés

Développement rural et sécurité des revenus

k. Pouvoir de marchandage accru
l. Stabilité des recettes des producteurs
m. Fermes individuelles rentables
n. Développement communautaire rural

Moyens de mise en oeuvre des programmes et politiques: Chaque politique ou programme qui appuie les objectifs est inscrit sur une liste indiquant aussi les codes Canadex. On indique également si chaque moyen est un programme de dépense ou de réglementation.

On trouvera dans le tableau suivant les pourcentages des montants alloués entre 1970-71 et 1975-76. Le tableau indique que les paiements directs provenant de programmes de denrées forment à peu près la moitié du total. Quatre autres moyens reçoivent chacun entre 10 et 17 % des dépenses: entreposage et aide au transport; assistance technique et alimentaire; adaptation sociale et développement économique, et programme de recherche. Dans l'ensemble, ces cinq instruments de politiques représentent 85 % de toutes les dépenses du gouvernement fédéral dans le domaine de l'agriculture.

Proportion des dépenses nettes en agriculture

1970-71 à 1975-76

	%	
1. Paiements directs en vertu de programmes de denrées	34,1	
2. Entreposage et aide au transport	16,8	
3. Assistance technique et alimentaire	12,8	
4. Adaptation sociale et développement économique rural	11,6	
5. Programmes de recherche	9,6	
Sous-total:		84,9
6. Services d'essais	3,5	
7. Administration et frais divers	3,2	
8. Promotion du commerce	2,2	
9. Assistance financière aux producteurs	2,2	
10. Assurance des récoltes	2,1	
11. Extension et information	1,2	
12. Paiements directs en vertu de programmes sociaux	7	
Sous-total:		15,1
TOTAL:		100,0

On a accordé un champ d'action très large aux règlements touchant les moyens d'atteindre les objectifs pratiques. Ceux-ci comprennent des mesures touchant le commerce et les tarifs, les taux de transport et les règlements, les lois fiscales, les lois sur la concurrence, l'administration des marchés de denrées, la main-d'oeuvre, les règlements sur l'immigration, et les décisions touchant l'utilisation des terres. Vu qu'il n'existe pas de mesure quantitative disponible pour évaluer les résultats de ces instruments, on a parfois tendance à en sous-estimer l'importance. C'est pourquoi, nous avons essayé de définir les effets de tous les instruments de politiques de base en termes de relations

positives ou négatives. Dans certains cas, nous soulignons un effet mitigé ou inconnu sur un instrument donné, mais dans les cas d'interrelations claires et nettes, nous en avons discuté.

Indicateurs d'objectifs: La troisième méthode employée pour évaluer l'impact des moyens de mise en oeuvre est de comparer les progrès réalisés en étudiant les indicateurs . Leurs points saillants sont décrits dans les pages qui suivent.

1. Production et commercialisation

(a) Une production efficace — La productivité globale des ressources utilisées dans le secteur agricole canadien a affiché une augmentation annuelle moyenne de seulement 0,07 % entre 1962 et 1974. Quant à la production régionale des ressources, elle a augmenté en Ontario, au Québec et dans la région de l'Atlantique, mais diminué dans les provinces des Prairies et en Colombie-Britannique.

Au cours de ces mêmes années, la productivité de la main-d'oeuvre agricole a augmenté plus rapidement que dans les autres secteurs de l'économie. L'utilisation croissante de capitaux plutôt que de main-d'oeuvre a rehaussé la valeur de la production en dollar de main-d'oeuvre et explique en partie une tendance graduelle à la baisse dans la valeur de sortie de la production en dollar de capital investi.

Le rendement par hectare et par animal a aussi augmenté, grâce à l'utilisation de meilleures variétés, une meilleure alimentation, un meilleur contrôle des maladies et de meilleures méthodes de gestion.

Règle générale, les indicateurs révèlent des gains considérables par hectare, par homme et par animal, mais comme ces gains provenaient surtout de l'affection de capitaux importants; en terme de productivité globale, ils ne sont pas forts.

(b) Une mise en marché efficace — Les indicateurs d'efficacité dans le secteur de la transformation des produits agricoles, disponibles au consommateur, ont changé peu depuis 1960. Des comparaisons entre diverses industries du taux de valeur ajoutée en pourcentage de la valeur de la production, indiquent que le secteur des aliments et des breuvages ressemble de très près à celui de la moyenne de toutes les autres industries. Les marges

de distribution des principales denrées alimentaires sont demeurées constantes depuis 1970, sauf que les secteurs de la viande et du poulet ont connu des marges moindres; ce qui implique une efficacité accrue. En tout et pour tout, le niveau d'efficacité semble avoir très peu changé au cours de cette période.

(c) Gestion effective des ressources — La proportion agricole de l'embauche globale au Canada a diminué de façon draconienne, soit de plus de 11 % en 1961 à juste au-dessus de 5 % en 1973, et est restée à ce niveau depuis. Cependant, les revenus des agriculteurs canadiens, exprimés comme proportion du produit national brut, ont baissé beaucoup plus lentement, soit de 7,4 % en 1961 à 5,4 % en 1976. Cela démontre que le système agro-alimentaire dispose de la souplesse nécessaire pour s'adapter à des changements de grande envergure, durant un nombre d'années relativement court.

Les taux d'intérêt des prêteurs agricoles ont été à peu près les mêmes que ceux des banques consentant des prêts commerciaux. Cependant, les prêts consentis selon les modalités de la Loi sur le crédit agricole ont augmenté de 300 % entre 1970 et 1977. Cette réplique impressionnante à la demande de fonds d'investissements prouve que le mouvement des ressources en capital d'un secteur à l'autre est exceptionnellement flexible.

La superficie de champs irrigués au Canada a augmenté de 36 % entre 1950 et 1960, et de 23 % entre 1960 et 1970. Ces importantes augmentations reflètent l'intention du gouvernement d'utiliser au maximum ce moyen d'accroître la productivité de nos terres agricoles et de mitiger les effets des disettes durant la période de croissance.

(d) Le développement du marché — L'indice du volume du commerce agricole du Canada montre que, depuis 1973, les importations ont continué de monter tandis que les exportation accusaient une baisse. Ce déclin, dans le cas de certaines denrées, est une grande source d'inquiétude.

Les importations nettes, en tant que pourcentage de la consommation domestique, sont demeurées relativement constantes en ce qui touche le poulet et les produits de volaille depuis 1961, mais elles ont augmenté pour le boeuf, l'agneau et la plupart des récoltes horticoles.

La politique d'accroître la capacité du Canada à transformer les matières premières en produits de consommation finis forme une partie intégrale du plan général visant à développer les marchés agricoles du pays. Les indices de rendement semblent confirmer le besoin d'une telle politique.

Les indices de production domestique réelle montrent que le taux de croissance de la transformation des produits laitiers et de boulangeries a été, en général, égal au taux de croissance de la population entre 1961 et 1975. Cependant, les taux de croissance de mouture de la farine, de la production de viande, et de la manufacture d'aliments et de breuvages, ont tous dépassé le taux de croissance de la population.

(e) Aide alimentaire et technique efficace — La valeur des exportations canadiennes de produits alimentaires aux pays non nantis a augmenté de 223 % depuis 1968. Cependant, en dépit de cette croissance absolue, l'aide alimentaire représente un pourcentage de seulement 0,1 % de la production nationale brute. D'autre part, l'assistance au développement de ces pays, en termes absolus, a augmenté de 500 % durant la même période, et représente de 0,2 à 0,4 % de la production nationale brute.

Si on accepte la thèse voulant que l'aide agricole n'est pas productive par rapport aux efforts à long terme en vue de rehausser à un niveau efficace la capacité des pays non nantis à se suffire à leurs propres besoins, l'accent qu'a mis le Canada sur une aide technique peut fort bien être dans l'intérêt des pays concernés.

2. Qualité de la nourriture et sécurité

(f) Une alimentation nourrissante pour tous les Canadiens — Depuis 1961, le revenu moyen des 20 % de la population canadienne ayant le plus bas revenu a augmenté de 156 %, tandis que l'augmentation des prix de la nourriture consommée à domicile a été de 105 %. Donc, les efforts en vue de mettre les aliments de base à la disposition des Canadiens à faible revenu ont réussi.

(g) Des consommateurs avertis — l'activité d'Agriculture Canada dans ce domaine a à peu près doublé entre 1968 et 1976. Le nombre croissant de courrier de nature générale et technique implique un haut niveau d'intérêt public quant à l'alimentation et l'agriculture.

(h) Normes élevées des denrées — Au cours des cinq dernières années, les dépenses du gouvernement fédéral pour l'inspection des aliments ont augmenté de 95 %. L'inspection des fruits et légumes s'est maintenue au même niveau depuis dix ans. Ces inspections assurent les acheteurs canadiens et étrangers que les normes élevées de qualité canadiennes sont respectées et même dépassées.

(i) Diversification de la production — La proportion de recettes en espèces des revenus des agriculteurs a été relativement constante au cours des onze dernières années, sauf dans le cas du poulet, où elles ont quelque peu baissé. Le pourcentage de recettes agricoles en espèces quant aux principaux produits de grains et d'oléagineux a fluctué au cours de cette période, alors que l'horticulture a connu un déclin régulier depuis 1970. Il existe peu ou pas d'évidence que la diversification globale ait augmenté.

(j) La stabilité des importations — La majorité des importations agro-alimentaires canadiennes provient des Etats-Unis, tandis que l'Océanie et le Marché commun nous importent respectivement 11 et 7 % de ces produits. Bien que le Canada dépend grandement des Etats-Unis pour ses importations alimentaires, plusieurs de ces denrées, telles la viande, les provendes et l'horticulture pourraient facilement être remplacées par des exportations d'autres pays ou par l'expansion de la production canadienne. En conséquence, ce but a été atteint par le Canada de façon assez facile.

3. Le développement rural et la sécurité des revenus

(k) Une meilleure puissance de marchandage pour les producteurs — Dans le cas de certaines denrées comme le grain, les produits laitiers, la volaille et les oeufs, 75 % ou plus des ventes se font maintenant par l'entremise d'offices de commercialisation ou d'organismes régis ou supervisés par le gouvernement. D'autre part, 75 % des légumes, 90 % des oléagineux et presque tout le bétail sont mis en marché autrement. Les programmes et politiques conçus en vue d'atteindre ce but ont par conséquent été concentrés sur les denrées, et l'importance accordée à l'augmentation du pouvoir de marchandage a varié d'une denrée à l'autre.

(l) La stabilité des revenus des producteurs — Les fluctuations de prix à la ferme pour le bétail, le porc, les poulets à griller et les oeufs, depuis 1972, ont été moins prononcées au Canada qu'aux Etats-Unis. La plus grande stabilité des prix du poulet et des oeufs est attribuable en partie au rôle du gouvernement et des offices de commercialisation.

Au cours des exercices financiers de 1961 à 1976, le nombre d'agriculteurs qui ont bénéficié de programmes d'assurance-récoltes subventionnés par le gouvernement a augmenté de plus de 30 fois, alors que la valeur des assurances a augmenté de façon encore plus spectaculaire, car la valeur moyenne d'assurances-récoltes par ferme a quadruplé, pour atteindre plus de $10 000.

De façon à amortir l'impact du déclin temporaire mais sévère du marché, plus de $2 milliards en paiements d'assistance ont été faits en vertu de la Loi de stabilisation des prix agricoles, au cours de la période de 18 ans qui se termine le 31 mars 1976.

(m) Fermes rentables — Entre 1971 et 1974, la moyenne des revenus nets, selon les rapports d'impôt de fermiers imposables, s'est accrue de $4,384 à 10,018. Au cours de cette période, les recettes à la ferme des fermiers imposables se sont élevées de 260 %, alors que les recettes autres qu'agricoles se sont élevées de 77 %. En 1974, selon les données de l'impôt, les recettes autres qu'agricoles représentaient 55 % des revenus nets des fermiers imposables.

En dépit de la grande augmentation des recettes agricoles des fermiers imposables, la rentabilité d'un grand nombre de fermes continue de dépendre sur les possibilités de gains autres qu'agricoles.

(n) Développement des communes rurales — Il y a eu un nivellement marqué du taux d'urbanisation de la population agricole tel qu'indiqué par le fait que la population rurale semble se stabiliser.

<u>Evaluation du rendement</u>: Les indicateurs qui ont été examinés ne fournissent qu'une image très incomplète des programmes agricoles et, par conséquent, les conclusions qu'on

peut en tirer ne peuvent être que subjectives. Cependant, en comparaison, il apparaît que le rendement a été le plus faible à la production et à la commercialisation, un peu meilleur pour la qualité d'alimentation et la sécurité, et le meilleur en ce qui a trait au développement rural et la sécurité des revenus.

Les indicateurs de la production, de la mise en marché et du développement du marché semblent démontrer un rendement relativement faible. Tandis que certains moyens comme les dépenses en recherche ont nettement influencé l'impact positif sur ces buts, exception faite d'autres domaines, tels les mesures commerciales et tarifaires, les taux de transport et sa réglementation, et la commercialisation, ont eu un impact négatif.

La plupart des indicateurs de la qualité des aliments et de la sécurité semblent noter un meilleur rendement. Cependant, il reste beaucoup à faire pour améliorer la santé des Canadiens par des régimes alimentaires mieux équilibrés. Même si la quantité disponible des aliments est à la hauteur de la demande, les consommateurs de nourriture sont, ou bien ignorants quant à la nutrition, ou bien ne s'y intéressent pas.

Parmi ces trois groupes de buts, le rendement dans les secteurs du développement rural et de la sécurité des revenus est en première place; ce qui reflète l'importance de l'apport des instruments de politiques. La plupart des dépenses effectuées prévenait la stabilité des revenus des producteurs, la rentabilité des fermes et le développement rural communautaire. De plus, les règlements permettant aux producteurs de se regrouper pour vendre leurs produits et pour influencer les prix, ont renforcé le pouvoir de marchandage des producteurs.

Quoiqu'il soit difficile d'évaluer le rendement par rapport aux grandes visées agricoles, les indicateurs de buts instrumentaux nous permettent d'apporter certains commentaires d'ordre général. Le rendement dans la catégorie des buts axés sur le consommateur semble avoir été assez bon, ce qui reflète un rendement supérieur dans la promotion de la qualité des aliments et de la sécurité, et un rendement inférieur dans les domaines de la production et de la mise en marché. Le rendement dans la catégorie de buts axés sur les

producteurs a été mixte, projetant à la fois une amélioration de la sécurité des revenus et un rendement inférieur dans les domaines de la production et de la mise en marché. Le rendement de buts agricoles généraux semble avoir été relativement satisfaisant, annonçant un progrès dans le développement rural.

Influences étrangères aux politiques canadiennes — Plusieurs facteurs étrangers à nos politiques ont eu une influence considérable sur le développement de l'agriculture canadienne. La migration d'un grand nombre de travailleurs de la campagne à la ville a fortement influencé la tendance à remplacer la main-d'oeuvre par des capitaux. Une hausse des investissements nécessaires aux agriculteurs débutants et une augmentation des talents de gestion nécessaires au bon fonctionnement des fermes ont été ainsi provoqués. La tendance croissante des Canadiens à payer pour les services afférents à leurs achats alimentaires a diminué la proportion du dollar que recevait auparavant l'agriculteur du consommateur pour sa nourriture. Le pouvoir de marché croissant des grandes entreprises agro-alimentaires n'a été compensé qu'en partie par l'aide accordée par les offices de commercialisation.

Sur le plan international, les tendances de la demande et de l'approvisionnement laissent entendre que la fréquence et l'ampleur des fluctuations dans la production de céréales augmenteront et que le commerce des céréales entre l'Amérique du Nord et les pays en voie de développement connaîtront une expansion considérable. Les politiques des pays étrangers ont été lourdes de conséquences pour l'agriculture canadienne. L'entrée du Royaume-Uni dans le Marché commun, où prédomine une politique agraire commune, a provoqué une diminution des exportations canadiennes de certains produits agricoles. De plus, cette politique commune a entraîné des surplus de produits laitiers, provoquant ainsi l'affaissement des marchés mondiaux du beurre et du lait écrémé en poudre. La décision du gouvernement de l'URSS, en 1973, de compenser une baisse de la production des grains en achetant sur les marchés mondiaux plutôt que de restreindre la demande domestique, a été un des facteurs importants de l'augmentation des prix de 1973 à 1975. Les politiques du Marché commun et de l'URSS ont fortement ébranlé les marchés mondiaux de

denrées, et cette instabilité a favorisé le développement de programmes canadiens visant à rétablir l'équilibre en faveur des producteurs et consommateurs canadiens. Bien que la politique agricole des Etats-Unis soit plus ouverte quant au marché des grains, certaines opinions protectionnistes ont été vigoureusement exprimées dans divers secteurs, par exemple celui du bétail, où les producteurs américains sont moins compétitifs que dans le secteur des grains. Des accords internationaux tels que GATT: Accord général sur les tarifs et le commerce, ainsi que d'autres accords, n'ont pas aidé à résoudre les problèmes de l'agriculture mondiale.

Conflits et échanges entre les objectifs — En général, les objectifs nationaux et agricoles du Canada sont réciproquement profitables ou neutres dans leurs effets les uns sur les autres. Dans certains cas, ces buts entrent en conflit. Par exemple, les efforts en vue de diminuer les disparités économiques dans le domaine agricole favorisent une distribution équitable des revenus, un développement économique équilibré, une embauche maximale et des relations fédérales-provinciales harmonieuses, mais sont en conflit latent avec le but d'augmenter les revenus réels. On trouvera une illustration de ces relations entre les objectifs décrits aux matrices 2 et 3 du texte complet de cette étude.

Les conflits et les échanges entre les divers buts représentent un défi pour les conseillers en politiques qui cherchent un amalgame de programmes, munis de dépenses et d'instruments régulatoires qui atteignent les buts nationaux de la façon la plus efficace. Les conflits inhérents entre les buts visés et les conflits provoqués par la politique choisie, continueront de provoquer certaines contraintes dans la poursuite de certains de ces buts.

Les cas de conflits possibles comprennent l'échange entre l'équité et les buts visés, entre l'utilisation stable et souple des ressources, et entre l'utilisation de certains instruments de politiques et les buts visant l'efficacité. Il est possible d'éviter certains de ces conflits grâce à une politique judicieuse mais en règle générale, il faut faire des choix difficiles, comme négliger un meilleur rendement au profit d'autres buts. Ces choix dépendent nécessairement de l'évaluation et des options au moyen desquelles on peut les améliorer, ainsi que d'un jugement politique de l'importance relative des divers buts visés.

Potentiel de l'offre et de la demande

La demande nationale: La demande nationale s'exprime principalement par des facteurs démographiques et les revenus des particuliers. L'ampleur de la population prédomine, même si la répartition entre les groupes d'âge, et les régions rurales et urbaines, et les us et coutumes, sont aussi des facteurs démographiques qui influent sur la demande. Dans les études préparatoires [1] étayant la présente section, l'ampleur de la population a été accepté comme premier facteur démographique.

La dimension de la population future du Canada dépendra de la croissance naturelle de la population et de l'immigration nette. Selon les taux de changement de ces deux variantes, Statistique Canada a estimé des dimensions de la population faibles, moyennes et élevées de respectivement 27, 30 et 33 millions d'habitants en l'an 2001[2]. Ces trois estimés ont été choisis comme variantes de la population dans le schéma de la demande.

La deuxième variante en importance est le revenu personnel réel disponible (RPRD). Au Canada, où l'obésité est un problème plus sérieux que la sous-alimentation, la quantité globale de calories ingérées n'est pas indûment affectée par le RPRD. Par conséquent, les revenus tirés de la demande globale en produits d'alimentation ne sont pas prononcés. Toutefois, dans le cas d'articles spécifiques, par exemple, des viandes sélectionnées et des fromages de choix, l'élasticité des revenus est relativement élevée; mais pour des produits comme la farine de blé, elle est faible sinon nulle.

Depuis quelque temps, on a encouragé les Canadiens à manger en quantités plus modérées, pour des raisons de santé ainsi que des raisons humanitaires. Le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social a publié un guide où l'on recommande des niveaux

---

1 - Projections of Canada's Agricultural Policy. Interdepartmental Food Policy Review Committee Study No. 7, 1974.

Land Use for Agricultural Purposes. Un document de travail préparé par Agriculture Canada pour le Groupe d'étude (for Interdepartmental Task Force on Land, 1975).

2 - Population Projections for Canada and the Provinces, 1972-2001, Statistique Canada, Tableau 6.2, pages 61 et 62.

raisonnables de consommation per capita[1].

Il est difficile, sinon impossible, d'estimer l'influence de telles lignes de conduite sur la demande en aliments. Toutefois, elles décrivent amplement les besoins de régimes alimentaires économiques et adéquats. C'est pourquoi, nous y avons référé afin de comparer les besoins alimentaires généraux et les deux niveaux de revenus par personne.

Les deux critères précités, soit le revenu par tête et les besoins nutritifs, ont été utilisés dans le but de définir trois schémas (annexe, tableau 1) permettant de projeter à l'an 2000 la demande domestique en alimentation. Celle-ci a elle-même été ensuite exprimée par rapport à la production nécessaire de denrées alimentaires à trois niveaux de population. Les montants totaux de céréales, oléagineux, de produits horticoles et provendes ont été obtenus en calculant le total de la demande pour les produits agricoles de consommation directe par la population et la demande dérivée des récoltes nécessaires à la production de denrées animales. Le premier schéma présume une consommation par tête fondée sur le niveau actuel des revenus des Canadiens. Le deuxième, présume une consommation par tête engendrée par un niveau donné de croissance économique, résultant en un accroissement annuel de 4,5 % des revenus par tête réels d'ici l'an 2000. Le troisième présume que le principe moteur des achats d'aliments par le consommateur serait de choisir des aliments suffisants à une régime alimentaire adéquat à des prix abordables. Ainsi, le troisième schéma représente la demande en alimentation conforme aux besoins énoncés dans le Guide alimentaire canadien. Dans chacun de ces trois schémas, les besoins en céréales, oléagineux, et produits horticoles et provendes en l'an 2000, sont basés sur les trois projections de niveaux de la population, soit 27, 30 et 33 millions d'habitants. Par conséquent, les projections globales de la demande couvrent des taux de croissance de la population allant du maximum au minimum, donc du minimum et du maximum des besoins alimentaires par habitant.

Comment préparer les menus de votre famille, direction de la nutrition, ministère de la Santé et du Bien-être social, 1970.

Si les moyennes de consommation par tête croissent au rythme prévu (Schéma 1, tableau 1 en l'annexe), les projections de la demande d'une population de 30 millions en l'an 2000 nécessiteraient une croissance approximative de la production agricole de l'ordre de 36 %. Si la croissance économique du Canada atteignait le haut niveau projeté par Statistique Canada pour l'an 2001 (Schéma n° 2. annexe 1), une population de 30 millions aurait besoin d'environ 90 % plus de céréales et d'oléagineux, environ 42 % de plus de produits horticoles et 133 % plus de produits fourragers. Si les Canadiens conformaient leurs habitudes alimentaires aux lignes de conduite d'un régime alimentaire adéquat (Schéma n° 3), la consommation de céréales par 30 millions d'habitants diminuerait de 11 %, car la réduction dans la consommation de produits animaux mènerait à une diminution du besoin de les alimenter. Ainsi, la demande d'oléagineux augmenterait de 57 %, celle des produits horticoles de 118 %, aucun changement appréciable dans la demande de provendes (tableau 1, en annexe) ne surviendrait.

Approvisionnement national: Il existe quatre moyens d'augmenter la production agricole:

(i) en variant l'utilisation de produits chimiques et d'engrais pour contrôler les mauvaises herbes et les maladies des plantes,

(ii) en rajustant les proportions relatives de certains produits et des terres mises en jachère pendant l'été,

(iii) en augmentant ou en diminuant les terres en culture, et

(iv) en appliquant une technologie qui augmenterait la production.

D'habitude, il est possible d'effectuer des changements pour se conformer aux prix et coûts affectés à certaines unités agricoles et à certains genres de récolte. Cependant, beaucoup de producteurs restreignent l'utilisation des facteurs de production, parce qu'ils ont des problèmes financiers ou qu'ils ont des connaissances inadéquates des moyens technologiques disponibles. Par conséquent, on trouve de grandes variations entre les niveaux de production par parcelle de terre. Comme on a estimé que l'utilisation de produits tels les engrais et les pesticides peut augmenter jusqu'à 50 % ou plus la

productivité d'une terre, le barème de la superficie cultivée, pris en lui-même, n'indique pas adéquatement la production potentielle.

On peut effectuer des changements à plus long terme en agrandissant ou en diminuant la superficie globale des terres agricoles, et en adaptant la distribution des produits au climat de chaque région. L'utilisation agricole des terres est demeurée relativement constante pendant plusieurs années, cela est dû aux réductions importantes de terres agricoles dans l'est du Canada, compensées cependant par des augmentations dans l'ouest du pays. Ces fluctuations ont nui à la production potentielle, car les terres agricoles disparues dans l'est du Canada sont situées dans des régions climatologiques plus productives que les terres nouvellement développées dans l'ouest du pays. On estime que les terres perdues au centre et dans le sud du Canada sont potentiellement de trois à six fois plus productives que les terres récemment acquises par les agriculteurs. Aujourd'hui, il y a environ 32 millions d'hectares de terre arable au Canada non exploités car, elles sont situées dans les zones climatologiques les moins favorables à l'agriculture. D'ailleurs, si elles étaient exploitées, leur production relative par rapport à ces terres serait inférieure à la moyenne.

Les changements dans la répartition des produits agricoles, visant à exploiter les produits les plus productifs, ou la rotation dans des régions climatologiques variées s'effectuent plutôt lentement. A titre d'exemples: les taux de réduction des terres mises en jachère pendant l'été et la culture de nouveaux genres de fourrage dans des régions relativement arides, ainsi que la production de blé dans certaines régions où l'alternance entre les genres de récolte pourraient produire plus d'éléments nutritifs et digestibles, hectare pour hectare. De nombreux facteurs économiques et sociaux entrent en jeu, ralentissant ou entravant la rationalisation de l'utilisation des terres afin d'effectuer cette adaptation.

Afin d'estimer les approvisionnements futurs, il faut formuler certains postulats relatifs aux facteurs ci-haut mentionnés. Le premier: (Schéma de l'offre, tableau n° 2 en annexe) présume que les facteurs affectant la récolte durant les dernières années

continueront de le faire à l'avenir, et que l'utilisation ainsi que la superficie des terres arables seraient conformes aux périodes de base choisies. Par conséquent, le schéma de l'offre n° 1 représente une projection vers l'an 2000 des récoltes prévues entre 1960 et 1971, la "base" représentant la production annuelle entre 1970 et 1974. Un autre moyen: le schéma de l'offre n° 3 présume que des modes de gestion rationnels et systématiques seront pratiqués par les cultivateurs de terres capables produisant régulièrement des denrées alimentaires (CLI classes 1-3). D'autres auteurs confirment par leurs estimés cette présomption [1]. Dans le schéma n° 2, la production moyenne annuelle entre 1970 et 1974 a été projetée à l'an 2000 en présumant que la répartition des produits resterait au niveau contemporain, et que les terres de faible valeur seraient utilisées pour le pâturage ou la production fourragère.

Cette analyse porte à penser que la production de céréales pourrait augmenter d'environ 35 % d'ici l'an 2000 (tableau 2 en annexe), en présumant la poursuite des encouragements des dernières 15 années, la production d'oléagineux pourrait être d'environ 27 %, les produits horticoles de 5 % et les fourrages de 10 %. Si les encouragements économiques et les politiques d'utilisation des terres rendaient possible le haut niveau de production mentionné dans le schéma n° 2, la production de céréales pourrait augmenter de 75 %, celle d'oléagineux, et les cultures horticoles de 50 %, et la production de fourrage, de 65 %.

Surplus et déficits potentiels: Les tendances de l'offre et de la demande illustrées aux tableaux 1 et 2, la différence entre la production et la demande nationale, projetées jusqu'en l'an 2000, représenteraient un surplus disponible pour les exportations, ou encore un déficit qu'il serait possible de combler grâce à une combinaison des importations, de

---

1. The Agricultural Productivity of the Soil of Ontario and Québec. monogramme (Monograph) n° 13, 1973.

   Land Resources, Production Possibilities and Limitations for Crop Production in the Prairie Provinces, in Oilseed and Pulse Crops in Western Canada, 1975.

   The Agricultural Productivity of the Soils of the Atlantic Provinces. Monogramme d'Agriculture Canada numéro 12. (Agriculture Canada Monograph No. 12)

l'extension de l'utilisation des terres arables, d'intensification de la production, et du développement d'une technologie visant à augmenter la productivité. On peut voir au tableau 3, en annexe, les surplus et les déficits répartis entre chacune de six combinaisons de l'offre et de la demande. A titre d'aide aux comparaisons, ce tableau décrit la situation courante, soit de 1970 à 1974. Toutes les combinaisons des schémas de l'offre projetés vers l'an 2000 sauf pour la combinaison d'une forte demande nationale (Schéma de demande 2) et les tendances de la production entre 1960 et 1971 (schéma de l'offre 1) pourraient fournir un surplus impressionnant de céréales. Pour les oléagineux, le Canada pourrait répondre à ses propres besoins dans chacune des combinaisons de l'offre et de la demande. Les produits horticoles affichent des déficits croissants dans la plupart des schémas de l'offre et de la demande. Les récoltes de provendes sont nettement déficitaires sous le schéma d'une demande élevée et les surplus importants selon le schéma de l'économie de nutrition.

Ces données révèlent que le niveau de la demande nationale de produits agricoles pourrait varier sensiblement, selon le taux d'augmentation de la population, le taux de revenus réels par tête, et l'influence que peuvent avoir les conseils diététiques sur les habitudes alimentaires des Canadiens.

Si les agriculteurs canadiens augmentaient leur productivité au même rythme que durant les années 1960, voir schéma de l'offre 1, on pourrait s'attendre à des déficits importants dans la production horticole, surtout aux termes du schéma de la demande 3. Les fourrages accuseraient des déficits substantiels sauf aux termes du schéma de la demande 3 et surtout aux termes du schéma de la demande 2; les approvisionnements en céréales augmenteraient sauf aux termes du schéma de la demande 2 dans lequel cas ils diminueraient sensiblement.

Le schéma de l'offre de la haute productivité mènerait à d'importants surplus de céréales, et la productivité serait à peu près équivalente à la demande de produits horticulturels sauf en ce qui concerne le schéma de l'économie de nutrition. Il produirait un surplus de fourrages sous le schéma de la demande qui est présumé refléter une augmentation de la population, mais non des revenus réels par personne,

et représenterait un déficit de grandes proportions si l'on présume que l'augmentation de la population était accompagnée d'une augmentation du revenu réel par tête.

Une étude des données disponibles montre que les alternatives surplus-déficits des groupes de denrées sont fortement influencés par le schéma de l'offre et de la demande sur lequel elles sont fondées. Cependant, les données portent à croire que, si une politique axée visant la productivité était mise en pratique, les approvisionnements en céréales seraient beaucoup plus grands qu'aujourd'hui, mais que les approvisionnements en fourrages ne suffiraient pas aux besoins d'une population croissant au rythme prévu et bénéficiant de revenus plus élevés par tête. Si les tendances récentes de l'augmentation de l'approvisionnement continuent, les données prévoient des déficits dans les provendes, l'horticulture et les oléagineux.

La demande en exportations — Elle représente entre 30 et 40 % de la production agricole du Canada et elle est fortement concentrée sur le blé et les provendes pour animaux. Les pays membres de l'organisation pour la coopération et le développement économique (OECD/OCDE), surtout ceux membres du Marché commun (y compris la Grande-Bretagne et le Japon), ont fourni des marchés amples et généralement prévisibles pour les grains produits au Canada. Les pays socialistes de l'Europe de l'Est et la Chine sont devenus des marchés importants pour les grains canadiens, mais manifestent moins de stabilité dans les quantités importées que les marchés de l'OCDE. Les ventes aux pays en voie de développement ont été minimes, et certaines d'entre elles ont même été faites à des prix concessionnaires.

En général, la demande en exportations est déterminée, par l'ampleur de la population et le pouvoir d'achat de certains individus à l'étranger. Toutefois, la part du marché accordée aux produits canadiens est fondée sur la compétivité et l'accessibilité des marchés étrangers à ces produits. Le degré d'accessibilité dépend des politiques des pays importateurs. Cette accessibilité est plus importante que la compétivité en tant que facteur principal affectant les ventes dans ces marchés et les denrées produites au Canada. Par conséquent, si l'on essayait de prévoir le volume de la demande étrangère, on ferait face à l'incertitude associée à la prédiction de l'orientation des politiques

des pays importateurs.

L'exportation des céréales aux pays classifiés en voie de développement et ceux qui pratiquent des économies planifiées s'est développée pendant les années 1960. Elle a provoqué des ventes commerciales aux deux groupes de pays, et des ventes concessionnaires aux pays en voie de développement. La continuation et l'expansion encore plus grande des importations à titre commercial par les deux groupes dépendront des priorités et du succès de leurs politiques de développement agricole, de leurs politiques commerciales relatives aux aliments, et de l'agressivité des activités de développement du marché canadien. La continuation des ventes concessionnaires dépend aussi des approvisionnements et des politiques des pays en voie de développement. De plus, les politiques d'exportation des principaux producteurs de céréales et l'attitude internationale quant à l'assistance en aliments seront des facteurs importants.

En ce qui a trait aux ventes concessionnaires, le nouvel ordre économique comporte de nombreux facteurs d'incertitude, comme l'orientation de l'opinion publique nationale et internationale. Ces facteurs pourraient affecter l'ampleur et la nature de ce genre de marché. De plus, s'il arrivait que de grandes quantités de denrées agricoles dominent les marchés mondiaux, les grands exportateurs seraient plus intéressés à promouvoir divers genres de ventes concessionnaires.

Il semble que les pays engagés en soient arrivés à un consensus. Voulant que le monde jouisse d'une capacité de production adéquate, ce consensus ressort des nombreuses études menées sur les besoins alimentaires mondiaux et le potentiel d'approvisionnement.

Les pays nantis pourraient élargir le champ de leur capacité de production agricole, en développant de nouvelles terres. Dans ces pays, la main-d'oeuvre, les capitaux et la technologie agricole sont capables d'augmenter la production alimentaire tout simplement en intensifiant la production agricole. Une étude récente[1] démontre que les terres

---

1/ Organisation pour la co-opération et le développement économique, Study of Trends in World Supply and Demand of Major Agricultural Commodities, Paris, 1976.

arables aux Etats-Unis et en Australie pourraient subir une expansion agricole considérable d'ici quinze ans. L'étude effectuée par l'OCDE avance que cette capacité inhérente de production permettra aux pays nantis d'adopter des politiques afin de suffire à leurs besoins nationaux. Par conséquent, l'OCDE prévoit une baisse du volume du commerce international entre les pays nantis.

Les pays en voie de développement auront besoin d'une quantité plus grande de denrées pour nourrir leurs populations croissantes et fournir à la demande engendrée par l'augmentation prévue de leur revenu réel. Plusieurs ont une bonne capacité de production agro-alimentaire, surtout en Amérique du Sud et en Afrique. Il s'y trouve de grandes superficies de terre arable non cultivées. Mais tous ces pays pourraient aussi augmenter leur production en utilisant une technologie plus avancée. En dépit de leur potentiel agricole, ces pays pourraient trouver plus avantageux de fournir des produits non agricoles et d'importer des denrées agricoles, surtout du blé. Dans ce cas, ces marchés pourraient être développés en addition en compensation pour la baisse du commerce parmi les économies de marché des pays nantis.

Dans les économies planifiées, particulièrement l'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS), le potentiel d'expansion de la production est assez impressionnant. Toutefois, certains facteurs physiques et climatiques rendraient une telle production dispendieuse. Ils provoquent ainsi beaucoup d'incertitude puisqu'une grande partie des terres arables non exploitées est située dans des zones où il pleut peu et rarement. La diversification des récoltes, selon les politiques d'emmagasinage, peut transformer l'URSS, aujourd'hui un pays importateur, en un pays exportateur d'une année à l'autre.

L'évidence actuelle démontre que, en tout et partout, on verra se développer un impressionnant marché pour les grains de céréales, ainsi que certains changements des marchés traditionnels à de nouveaux marchés dans les pays en voie de développement. L'incertitude dominera la demande et les approvisionnements. De même, elle entraînera probablement des prix et des volumes instables d'année en année.

La demande qui peut augmenter pour les produits animaux canadiens parmi les pays développés dépendra d'abord des politiques d'importation des pays importateurs potentiels,

qui accordent un accès relativement facile à leurs marchés, mais ils dépendront grandement d'un développement vigoureux de leurs marchés, accompagnés de livraisons ponctuelles, d'une qualité constante et de prix compétitifs. La demande de produits animaux dans les pays en voie de développement augmenterait s'il y avait une augmentation des revenus réels, mais du même coup, la capacité de production de nourriture pour les animaux devrait augmenter aussi. Il est improbable que les agriculteurs canadiens connaissent une expansion dans leurs ventes de produits animaux dans ces marchés.

L'expansion de la production agricole

On entend souvent la déclaration à l'effet que l'agriculture canadienne devrait produire au maximum compte tenu de la situation mondiale. Nous examinons ici quelques-unes des raisons de cette déclaration. De plus, on retrouve un estimé de la production maximale de l'agriculture canadienne en se basant sur des taux élevés de croissance dans la productivité de la terre et en utilisant toutes les terres classifiées dans l'Inventaire des terres du Canada qui présentent des possibilités.

Les résultats de cette étude situent la limite supérieure de la production agricole canadienne légèrement au-dessus du plus haut niveau projeté dans le schéma des approvisionnements n° 2. Ils démontrent que dans le système agricole le mieux géré, orienté vers la production maximale, la production des céréales pourrait dépasser de 140 % le niveau actuel, celle des oléagineux pourrait dépasser de 125 % et celle des forages de 270 %. Alors que ces chiffres peuvent sembler sophistiqués en termes de stimulants économiques et de besoins du marché, ils s'accordent avec des déclarations de sources variées. Celles-ci avancent que l'agriculture mondiale a la possibilité de nourrir une proportion très grande de la population mondiale si les moyens peuvent être trouvés afin d'utiliser une plus grande proportion des possibilités de production que l'on retrouve en agriculture traditionnelle.

Il existe plusieurs raisons de poursuivre des programmes d'expansion de l'agriculture plus rapidement que ne l'exige la demande commerciale. Par exemple, on retrouve une aide accrue aux programmes mondiaux d'alimentation, le développement continu de la capacité de production au Canada afin de s'adapter à la croissance potentielle des marchés internes et étrangers, les programmes de production au Canada visant à fournir les ressources et l'information nécessaires au développement de projets internationaux, et des relations internationales harmonieuses, grâce à la diminution des disparités en approvisionnements alimentaires à travers le monde.

La poursuite d'une politique de production élargie exigerait le transfert d'autres secteurs de l'économie canadienne et entraînerait une diminution du libre choix des agriculteurs. De plus, ce serait un moyen dispendieux de contribuer aux besoins agro-alimentaires à travers le monde. Ainsi, il ne semble pas qu'une production maximale soit un objectif économique et politique acceptable. On peut donc s'attendre à ce que le taux de croissance de la production agro-alimentaire continue à dépendre du taux de croissance de la demande commerciale.

CONCLUSIONS

La terre

L'orientation de l'agriculture canadienne dépend en grande partie de la qualité des terres arables. Actuellement presque toutes les terres physiquement et économiquement favorables à l'agriculture sont cultivées. A part les terres exploitées, on compte une grande superficie qui pourrait servir à la production de fourrages. Aux conditions suivantes: baisser le prix du développement des terres, ou encore si les produits fourragers augmentaient en valeur. On peut se faire une idée du potentiel de ces terres en consultant les estimations de culture fourragère potentielle dans des conditions agricoles maximales. Cependant, cela exigerait de fortes dépenses en recherches et développement afin de résoudre les problèmes qui, aujourd'hui, nous empêchent d'utiliser ces terres de façon économique. D'ailleurs, ces dépenses seraient plus efficaces si on

les utilisait dans d'autres secteurs du développement agricole, comme la diminution des terres mises en jachère, ou l'amélioration de la production actuelle de fourrages. Par conséquent, le Groupe de travail croit que les terres actuellement cultivées peuvent être considérées, pour des raisons économiques, comme la base de l'orientation de l'agriculture canadienne.

Etant donné la qualité du sol et le climat, une petite partie seulement des terres agricoles actuellement cultivées se prête à la culture de produits autres que certains grains (blé, l'avoine, l'orge et le lin) et les fourrages. Ainsi, l'augmentation de la production agricole s'appliquerait seulement à ces produits et aux produits animaux qu'ils servent à produire. Dans le cas du maïs et du soya, de nombreux problèmes sont en train d'être résolus. On pourrait s'attendre à des gains marginaux importants. Toutefois, les terres disponibles resteront de petites dimensions à comparer à celles qui produisent les céréales, les graines oléagineuses et les fourrages mentionnés ci-haut.

La technologie

La recherche, le développement et les services ont tous trois provoqué un développemer impressionnant de la technologie agricole au cours des 25 dernières années. Citons entre autres l'augmentation de la production par acre et par animal, la baisse des besoins en alimentation des animaux, la contrôle des mauvaises herbes et des ravages provoqués par les insectes, les maladies des plantes et l'utilisation croissante de la machinerie, qui ont contribué à la diminution des coûts de la main-d'oeuvre. La productivité de la main-d'oeuvre (production par individu) dans l'agriculture est remarquable. Elle a en effet augmenté plus rapidement que dans les autres industries au Canada. Même si la production agricole a crû considérablement au cours des 25 dernières années, les agriculteurs se servent beaucoup moins de main-d'oeuvre. Cette amélioration a exigé une augmentation substantielle des capitaux, surtout en termes d'équipement et de machinerie.

Bien qu'un très grand nombre de données soient disponibles sur la productivité de secteurs individuels, une seule étude touche les proportions entre la totalité des facteurs de production et la production totale. Ses résultats indiquent que l'augmentation

générale de l'efficacité de l'agriculture canadienne est restée à moins de 0,1 % pendant longtemps. Ceci implique que l'engagement de capitaux nécessaires à l'amélioration de la productivité a contrebalancé les économies réalisées dans d'autres domaines. Le Groupe de travail considère le facteur productivité d'une importance telle par rapport au besoin de garantir une productivité canadienne compétitive, qu'il faudrait ré-étudier les résultats cités ci-haut et en étendre la recherche aux fermes elles-mêmes. Il serait utile aussi d'adopter des politiques et programmes agricoles au Canada dans le but d'évaluer leur effet sur la productivité globale de nos ressources.

Les fermes familiales

Les fermes familiales dominent le secteur de la production agricole. Elles ont fait preuve d'une souplesse remarquable pour s'adapter aux changements provoqués par la révolution technologique et adapté sa structure au besoin d'utiliser moins de main-d'oeuvre et des capitaux plus élevés. Les fermes familiales empruntent plus qu'il y a 25 ans, mais l'équité du propriétaire en avoirs globaux est toujours de l'ordre de 80 %. Ainsi les fermes familiales ont subventionné la grande augmentation de capitaux d'investissement surtout à partir de leurs économies sur les gains en capitaux. Les fermes ont sensiblement diminué en nombre et augmenté en superficie. Des projections indiquent que ces tendances continueront de s'affirmer, mais la prédominance des fermes familiales comme organisation agricole de base n'est pas menacée par d'autres formes d'organismes ou d'entreprises.

Le potentiel de la demande et des approvisionnements

On a fait des projections de la demande et des approvisionnements à partir de l'inventaire des terres canadiennes. Une de ces projections (tableau 5, en annexe) montre que si l'agriculture canadienne maintenait l'augmentation de sa production aux niveaux atteints durant les 25 dernières années; si la population du Canada augmentait à un taux moyen; et si l'augmentation des revenus par tête étaient comparativement élevés, la production de graines oléagineuses, de produits horticoles et de fourrages ne pourrait suffire aux besoins nationaux, et le surplus courant de céréales serait considérablement diminué. A l'autre extrême, si la production générale atteignait les

niveaux déjà atteints par les agriculteurs les plus productifs et si la consommation alimentaire s'accordait avec les lignes de conduite nutritives, il y aurait de grands surplus de céréales, de fourrages et de besoins en importations, mais seulement en ce qui a trait aux produits fourragers. Il faudrait plutôt prévoir une demande accrue. Selon les tendances actuelles de la production, l'agriculture canadienne exportera probablement moins de céréales et de graines oléagineuses pour devenir un importateur net plus important de produits horticoles et un importateur net de boeuf.

La demande en exportations

En raison de la dépendance de la demande en exportations sur les politiques nationales la demande future en exportations reste très incertaine. Les pays nantis pourraient fort possiblement devenir encore plus protectionnistes en ce qui touche leurs secteurs agricoles domestiques, parce qu'une alimentation coûtent moins cher ne représente pas un facteur critique pour les populations de sociétés à revenus élevés. L'orientation du développement dans les pays non nantis pourrait être d'exploiter leur potentiel agricole considérable, ou encore de mettre sur pied une industrie de produits manufacturés qu'ils échangeraient contre des produits alimentaires. Les grands pays socialistes viseront vraisemblablement à suffire à leurs propres besoins alimentaires, mais ils pourraient se trouver, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur du marché international selon l'importance de leurs récoltes annuelles.

Dans l'ensemble, les trois groupes de pays qui sont importateurs potentiels vont probablement offrir un marché important pour les grains de céréales, marché caractérisé cependant par des fluctuations de la proportion d'importations de marchés traditionnels à de nouveaux marchés parmi les pays en voie de développement. Le climat étant à court terme un facteur important, on peut prévoir des prix et des volumes de ventes instables d'une année à l'autre.

Programmes relatifs à l'agriculture et aux buts nationaux

En général, les buts agricoles sont compatibles avec les buts nationaux du Canada et, à leur tour, les instruments de politiques ont été compatibles avec les grands buts agricoles de la production agricole. Les buts des instruments de politiques se classent en trois catégories: la production et la mise en marché, la qualité de l'alimentation et la sécurité, ainsi que le développement rural et la sécurité des revenus.

Quant aux instruments de politiques, on peut en mesurer l'importance du fait qu'au cours des six dernières années, 85 % des dépenses agricoles du gouvernement fédéral ont servi de base à cinq groupes d'instruments: les paiements directs en vertu de programmes de denrées, l'aide à l'emmagasinage et au fret, l'assistance technique et alimentaire, l'équilibre social et le développement économique rural, et la recherche. Les proportions relatives des dépenses encourues révèlent que le plus important des trois groupes de buts visés a été le rendement dans le secteur du développement rural. La plupart des indicateurs de la qualité de l'alimentation et de la sécurité reflètent un bon rendement, même s'il reste beaucoup à faire pour améliorer la santé des Canadiens grâce à un régime alimentaire amélioré. Cependant, la provision d'aliments nourrissants est disponible, mais il faut considérer que les consommateurs ne se préoccupent pas assez du besoin d'une alimentation adéquate pour augmenter la demande.

Les indicateurs d'efficacité de la production, de l'efficacité dans la mise en marché et du développement du marché indiquent un rendement relativement plus faible que dans les deux autres secteurs. Il ne semble pas que la productivité globale dans les secteurs de la production et de la mise en marché ait augmenté. De plus, le développement des marchés n'a pas suffi à prévenir une augmentation de la valeur des importations de denrées agricoles par rapport aux exportations. Bien que certains instruments, tels que les dépenses en recherche, ont eu un impact nettement positif sur ces buts, il y en a d'autres, comme les mesures concernant le commerce et les tarifs, les taux de transport et les règlements, ainsi que la commercialisation gérée qui n'ont pas eu cet impact positif.

Les conflits et les échanges entre les buts visés rendent difficiles une combinaison souhaitable de programmes de dépenses et d'instruments réglementaires qui supportent le

plus efficacement les buts nationaux. On peut citer, parmi les conflits potentiels, citons les échanges entre l'équité et les objectifs d'efficacité et l'utilisation flexible des ressources, et le conflit entre l'utilisation de certains instruments de politiques touchant la sécurité et l'efficacité. Il est parfois possible d'éviter les situations de conflit potentiel en appliquant des instruments politiques judicieux mais, d'ordinaire, il faut faire des choix difficiles et sacrifier un meilleur rendement dans un secteur donné aux dépens du développement de d'autres secteurs.

Facteurs externes à l'agriculture

L'exploitation de l'agriculture canadienne a été très fortement influencée par des facteurs étrangers à la politique agricole. La migration de nombreuses personnes des régions rurales vers les régions urbaines a affermi la tendance à remplacer la main-d'oeuvre agricole par des affectations de capital. Cela a provoqué une hausse des investissements nécessaires à toute personne qui se lance dans l'agriculture, ainsi que les talents gestionnaires nécessaires au bon fonctionnement d'une ferme. La rapidité avec laquelle les Canadiens ont accepté de payer pour les services par le biais de leur budget alimentaire a provoqué une baisse du revenu proportionnel des agriculteurs. L'augmentation du pouvoir de marché des grandes sociétés agricoles et des chaînes de magasins alimentaires n'a été compensée qu'en partie par le pouvoir de marché des agriculteurs, par l'entremise de conseils de commercialisation pour certaines denrées.

Dans le domaine international, les tendances de l'approvisionnement et de la demande laissent penser que la fréquence et les dimensions des fluctuations dans la production des céréales vont augmenter, et que le commerce des céréales entre l'Amérique du Nord et les pays en voie de développement connaîtra un essor considérable. Les politiques des pays étrangers suscitent d'importantes conséquences pour l'agriculture canadienne. Quand le Royaume-Uni s'est joint au Marché commun, il s'est assujetti aux restrictions de la politique agricole commune (PAC) de ce marché, et a contribué à une diminution des exportations canadiennes de certains produits agricoles. De plus, la PAC a entraîné un surplus de produits laitiers, réduisant ainsi les marchés mondiaux du beurre et du

lait écrémé en poudre. La décision prise par l'URSS en 1973 de compenser un déclin de la production de grains en achetant dans les marchés internationaux, plutôt qu'en diminuant la consommation domestique, a joué un rôle important dans l'augmentation des prix des aliments de 1973 à 1975. Les politiques du Marché commun et de l'URSS ont fortement désiquilibré les marchés mondiaux des denrées. A son tour, ce déséquilibre a encouragé le développement de programmes canadiens visant à compenser les conséquences fâcheuses pour les producteurs et consommateurs canadiens. Alors que la politique agricole des Etats-Unis a élargi ses cadres et s'est davantage axée sur le domaine des grains, dans certains secteurs, les opinions protectionnistes prédominent, surtout dans celui du bétail, où les producteurs américains ne sont pas aussi compétitifs que dans le secteur des grains. Les accords internationaux sous l'égide du GATT portant sur les denrées ont eu un effet positif négligeable dans la perspective des problèmes agricoles internationaux.

Tableau 1: Projection vers l'an 2000 de la demande domestique à trois niveaux de consommation par tête, et trois projections de la population pour les grandes cultures

	Demande courante (1970-74)	Montant requis à divers niveaux de demande par tête et par population								
		Schéma n° 1 1/ Revenus actuels par tête			Schéma n° 2 1/ Revenus élevés par tête			Schéma n° 3 1/ Besoins en nutrition		
Population X 10^6		27	30	33	27	30	33	27	30	33
	millions de tonnes									
Céréales	20.2	24.9	27.5	30.3	34.1	38.0	41.6	14.8	16.4	18.0
Graines oléagineuses	1.8	2.2	2.4	2.7	3.0	3.4	3.8	2.3	2.6	2.8
Horticulture	4.7	5.8	6.4	7.1	6.0	6.7	7.3	8.4	9.3	10.2
Fourrages	40.6	49.9	55.2	60.9	85.3	94.6	103.9	36.5	40.6	44.7

1/ Schéma n° 1. Demande provoquée par une consomption par tête estimative pour 1970-72. Statistique Canada. 32-226.

Schéma n° 2. Demande engendrée par niveaux de consommation par tête résultant d'une croissance économique maximale.

Schéma n° 3. Demande créée par les niveaux de consommation par tête tels que recommandé dans le(guide alimentaire canadien.) Comment préparer les menus de la famille, division de la nutrition, ministère de la Santé et du Bien-être social, 1970.

Tableau 2: Projections jusqu'en l'an 2000 de l'approvisionnement de la disponibilité de grandes cultures: Deux "plans" de production

Groupes de denrées	Production courante (1970-74)	Schéma 1/ 1 Tendance	Schéma 1/ 2 Haute productivité
Céréales	34.0	46.4	59.9
Graines oléagineuses	1.9	2.4	2.8
Horticulture	4.3	4.5	6.4
Fourrages: Sol amélioré	25.2 2/	27.7	41.7
Sol non-amélioré	16.3 2/	17.9	27.0

1/ Schéma 1. Offre potentielle extrapolée selon les tendances de la productivité de 1960-197. avec la distribution des récoltes et des secteurs tels que cités dans le recensement de 1971.

Schéma 2. Cas de haute productivité disponible, en présumant une haute qualité de gestion sur tous les terrains agricoles de classe 1 à 3, impliquant une répartition des cultures proportionnelle au recensement de 1971 selon le recensement de 1971.

2/ Voir volume 3 chapitre 3.1 "The Case for Maximizing Canadian Agricultural Production."

Tableau 3: Projection vers l'an 2000 des surplus et déficits dans les récoltes canadiennes selon deux schémas d'offre et de demande pour une population estimée à 30 millions

chéma 'offre 1/	Schéma de demande 2/	Céréales	Graines oléagineuses	Horticulture	Fourrages
- - - - - - - Millions de tonnes métriques - - - - - - - -					
ourant 1970-74)	Courant (1970-74)	13.8	0.1	-0.4	0.9
1	1	18.9	0.0	-1.9	- 9.6
1	2	8.4	-1.0	-2.2	-49.0
1	3	30.0	-0.2	-4.8	5.0
2	1	32.4	0.4	0.0	13.5
2	2	21.9	-0.6	-0.3	-25.9
2	3	43.5	0.2	-2.9	28.1

/ Schéma n° 1. Offre potentielle estimée en extrapolant les tendances de rendement selon la production par région, tels qu'inscrit au recensement de 1971.

Schéma n° 2. Offre élevée provenant d'une bonne gestion dans tous les terrains agricoles de classe 1 à 3, supposant une répartition des récoltes proportionnelle à celle du recensement de 1971.

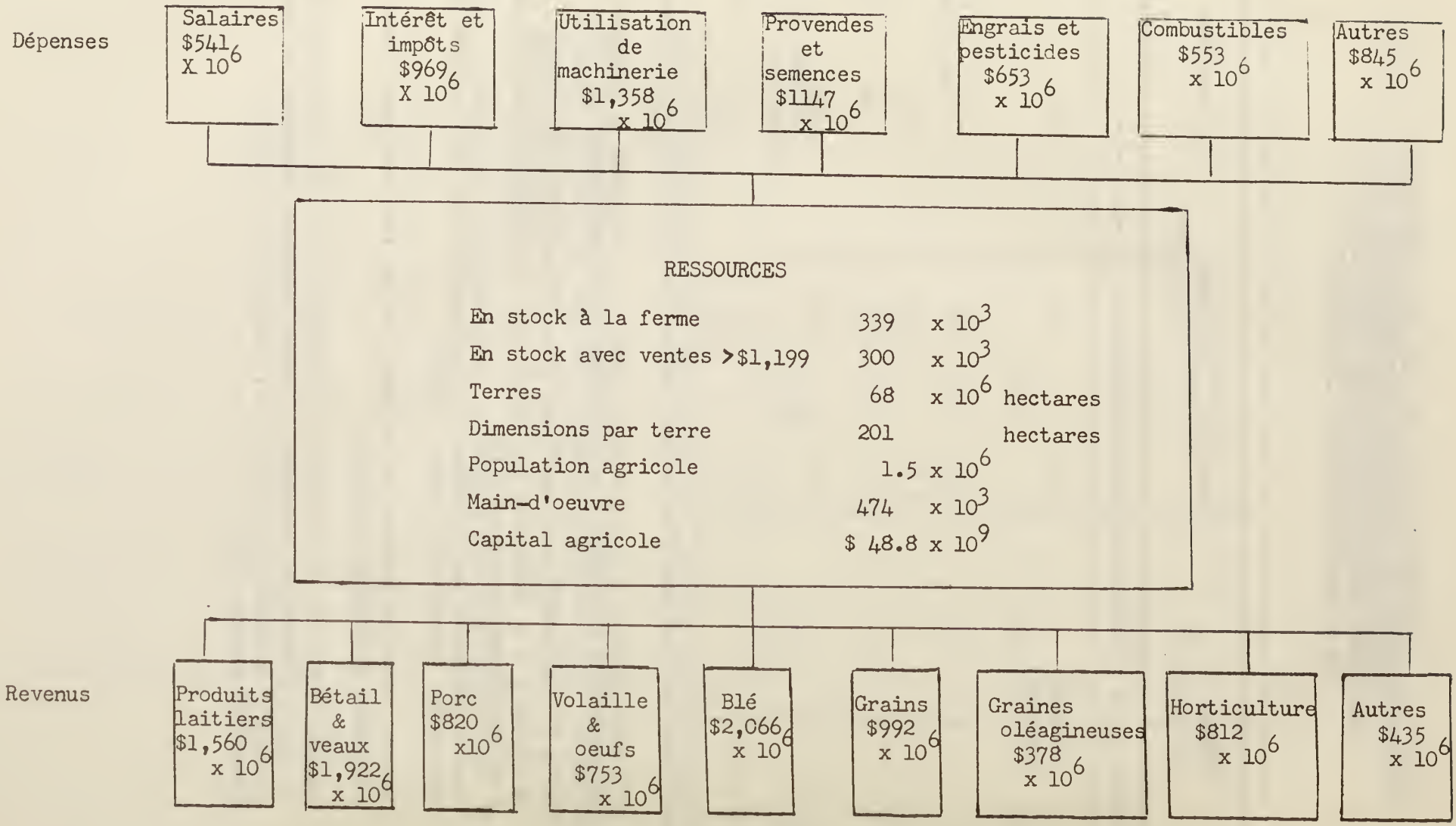
/ Schéma n° 1. Demande engendrée par le niveau de consommation par tête estimée pour 1970-1972. Statistique Canada, 32-226.

Schéma n° 2. Demande selon les niveaux de consommation par tête résultant d'une croissance économique maximale.

Schéma n° 3. Demande basée sur les niveaux de consommation par tête recommandés dans le guide alimentaire canadien. ("Comment préparer les menus de votre famille", division de la nutrition, ministère de la Santé et du Bien-être social, 1970).

Graphique 1

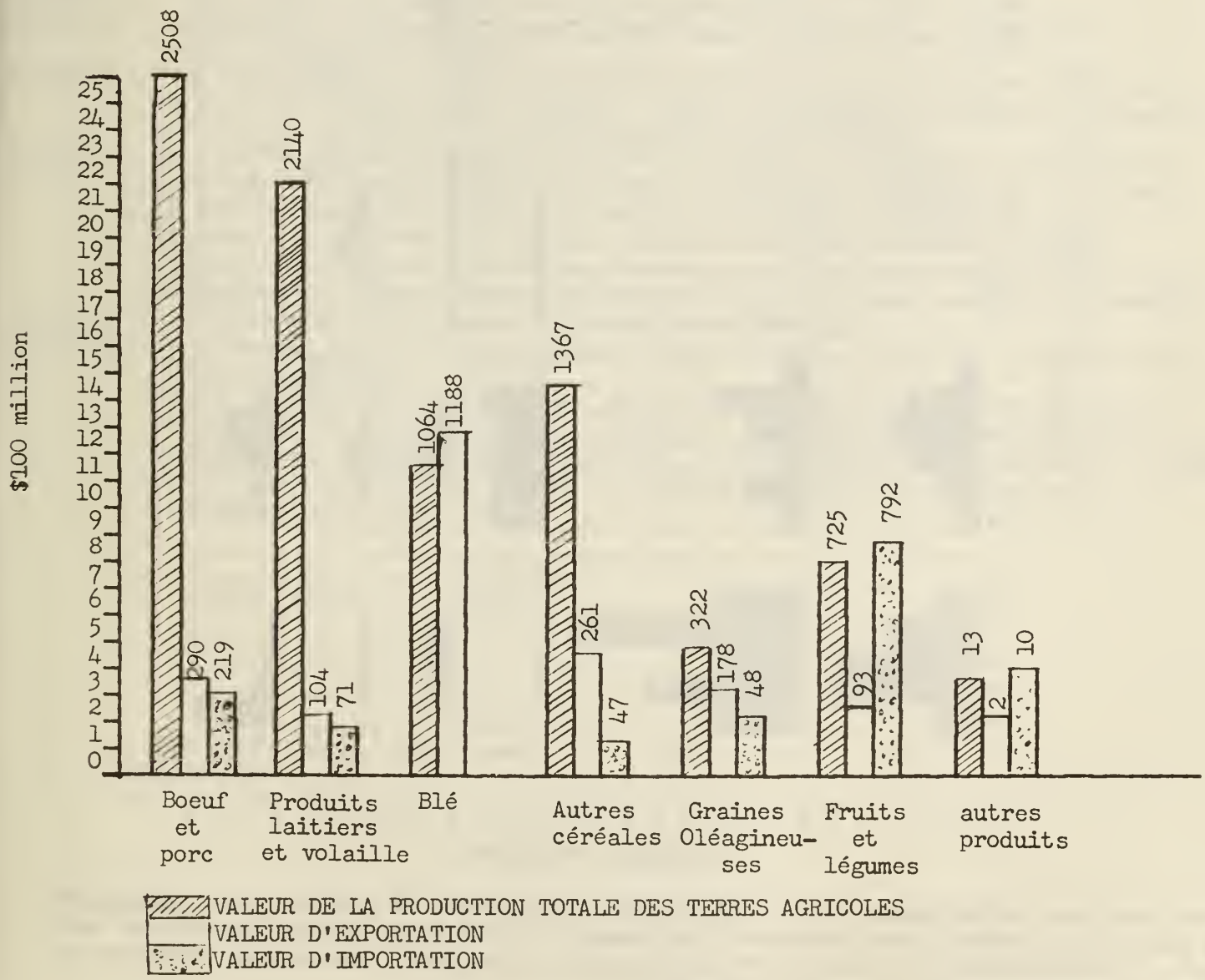
RESSOURCES PRINCIPALES ET ROULEMENT DES FERMES, CANADA, 1976



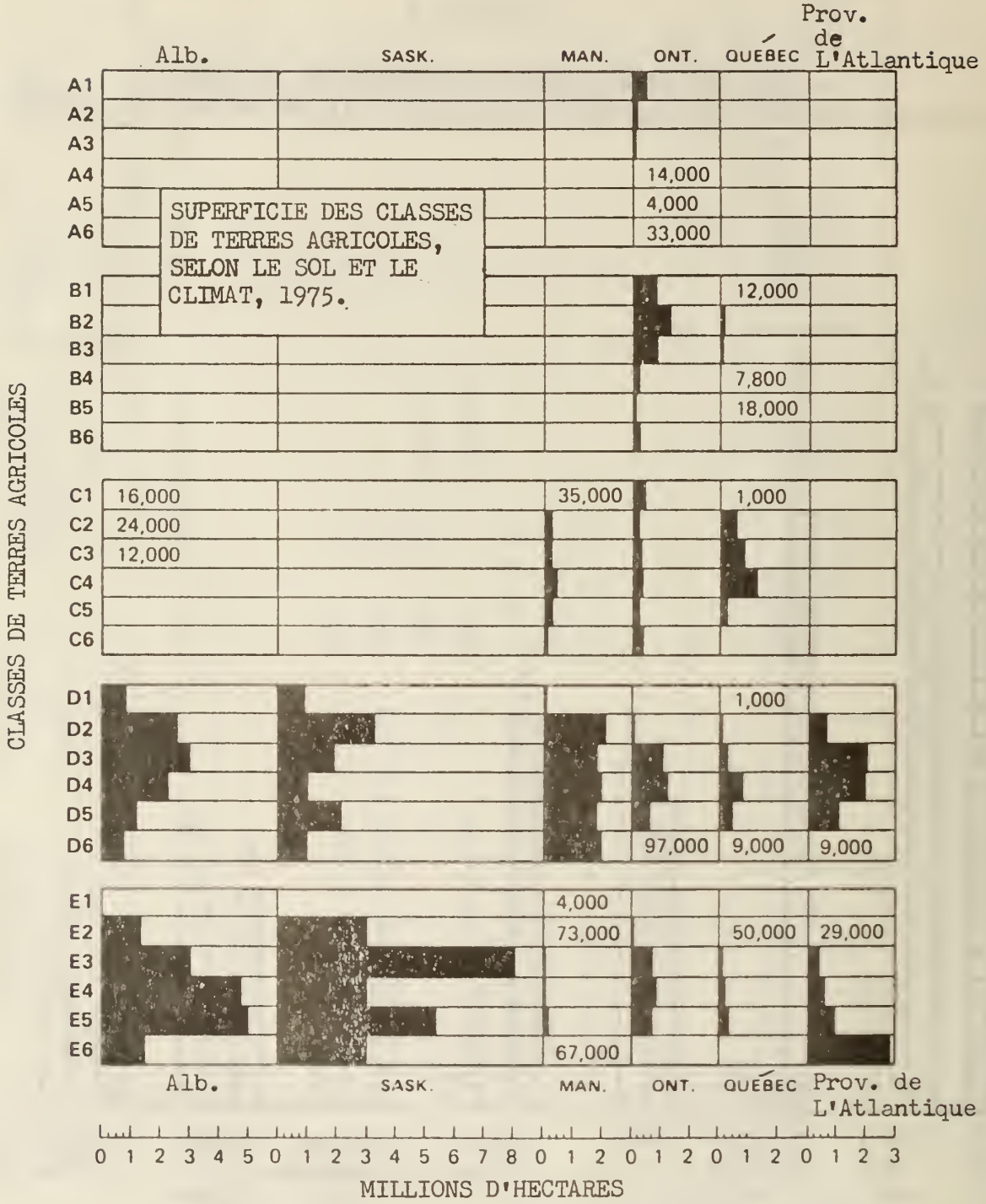
Source: Statistique Canada, 21-001 et 21-202

GRAPHIQUE 2

VALEUR DES EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DE DENRÉES AGRICOLES COMPARÉE AUX LIQUIDITÉS AGRICOLES DE LA PRODUCTION CANADIENNE, 1975



Graphique 3: Classification des ressources agricoles



Les cinq zones climatiques (de A à E) en ordre décroissant de qualité, sont déterminées à partir de l'indice agroclimatique de Williams, où l'on tient compte des saisons sans gel, l'accumulation de la chaleur et les carences d'humidité. La classification de la capacité productive du sol est la suivante:

1. Aucune limite pour les grandes cultures.
2. Limitations modérées qui amoindrissent le choix des cultures ou qui exigent des pratiques de conservations modérées.
3. Limites relativement sévères.

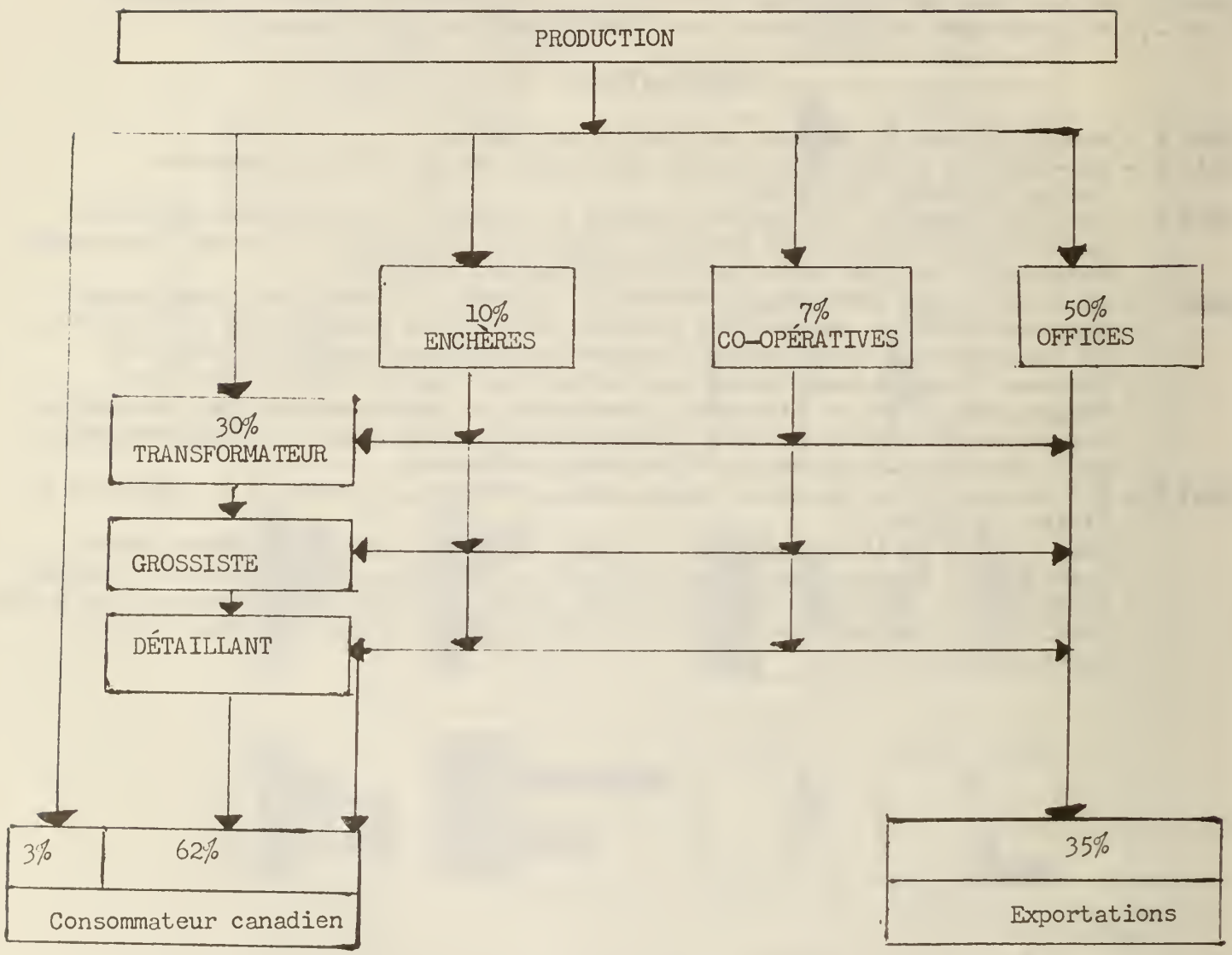
4. Limites sérieuses permettant certaines cultures, des rendements faibles ou des risques élevés.
5. Fourrages permanents au mieux, mais amélioration possible.
6. Fourrages permanents au mieux; aucune amélioration possible.

Les données pour la Colombie-Britannique ne sont pas disponibles; les estimés cependant sont de 600 000 ha dans les catégories 1 et 2; de 1,4 millions ha dans la catégorie n° 3, et 2,6 millions dans la catégorie n° 4, dans diverses zones climatiques.

RÉGIONS-TYPES

. CLIMAT A - comtés d'Essex et de Kent, en Ontario seulement.
. CLIMAT B - sud-ouest de l'Ontario, rives du Lac Ontario et de la Baie géorgienne. Région orientale du Québec.
. CLIMAT C - Voisinage immédiat d'Edmonton, Brandon et Morden. Les plaines du Manitoba au nord de Winnipeg et de Portage. Centre de l'Ontario, vallée de l'Outaouais, Manitoulin, vallées centrales du Saint-Laurent au Québec.
. CLIMAT D - En Alberta, une partie de la Rivière de la Paix, à l'ouest de Lloydminster, Camrose, Stettler, Drumheller, Calgary, Lethbridge, Medicine Hat et Cardston. En Saskatchewan: Prince-Albert, Melfort, Saskatoon, Wynyard, Weyburn et Estevan. Presque toute la plaine du Manitoba, dans la région Interlake. Presque tout l'est de l'Ontario. Northern Clay Belt, Lac St-Jean, les vallées des montagnes appalachiennes, Rivière-du-Loup, et le sud du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de l'Ile-du-Prince-Édouard.
. CLIMAT E - En Alberta: Rocky Mountain House, Edson, Barhead, le reste de la vallée de la Rivière de la Paix.
Dans l'ouest de la Saskatchewan: Meadow Lake, Battleford, Rosetown, Maple Creek, Swift Current, Moose Jaw, Régina, et la région de Tysdale-Baie d'Hudson. Au Manitoba: Riding et Duck Mountains, le Parc Algonquin. En Ontario, au Québec: Abitibi, les Laurentides, Gaspé, les hautes terres du Nouveau-Brunswick et Terre-Neuve.

GRAPHIQUE 4: SYSTÈME DE COMMERCIALISATION AGRICOLE CANADIEN



Les moyens de production agricole

Machines agricoles - L'investissement en machines agricoles au Canada est de 6,4 milliards de dollars, soit 15 % du capital agricole global. Les ventes actuelles de machines agricoles dépassent un milliard de dollars, mais elles varient considérablement d'année en année selon le niveau des revenus agricoles. Plus de 80 % des machines agricoles utilisées au Canada sont importées en grande partie des États-Unis. Cette industrie est dominée par quelques firmes multinationales, mais des fabricants de moindre importance ont réussi à manufacturer des produits spécialisés ou à approvisionner les multinationales en pièces composantes. La production canadienne, surtout en ce qui touche les moissonneuse-batteuses, représente 10 % de la production nord-américaine. La vente au détail se fait surtout par l'entremise de 2000 vendeurs attitrés au Canada.

Engrais - Les agriculteurs canadiens utilisent plus de 1,2 million de tonne par année des trois principaux engrais: Azote, phosphore et potasse. En 1975, les investissements totaux des agriculteurs en engrais et en chaux étaient de l'ordre de 485 millions de dollars, mais dans ce domaine, les ventes varient considérablement d'une année à l'autre, selon, surtout, le niveau des prix internationaux du grain. La plupart des engrais vendus sont fabriqués au Canada. Une forte proportion des phosphates est importée, mais ceci se trouve plus que contrebalancée étant donné que 80 % des engrais canadiens contenant les trois composants de base sont exportés, la plupart aux Etats-Unis. Le secteur manufacturier consiste en une poignée de compagnies, dont les propriétaires sont pour la plupart étrangers et en plusieurs co-opératives qui sont la propriété d'agriculteurs. Le système de distribution au détail comprend environ 230 usines de préparation dont la plupart sont situées dans l'est du Canada. Dans l'ouest du pays, les ventes se font en grande partie par l'entremise de représentants locaux des manufacturiers, des élévateurs à blé et autres co-opératives agricoles.

Produits chimiques - L'utilisation de produits chimiques agricoles a augmenté rapidement entre 1950 et 1975, et représente actuellement une dépense de plus de 155 millions de dollars pour les agriculteurs. Cependant, cet investissement ne représente qu'un faible pourcentage des dépenses globales des agriculteurs.

L'industrie des pesticides au Canada est en grande partie sous contrôle étranger et n'effectue que les mélanges puisque les produits de base sont importés. Les importations de produits chimiques entrent au pays exempts de droits et, en 1975, s'élevaient à plus de 110 millions de dollars, tandis que les exportations n'étaient que de 17 millions de dollars. Bien qu'une poignée de préparateurs dominent l'industrie, elle reste néanmoins très compétitive, parce que plusieurs compagnies différentes se font concurrence dans la vente des mêmes produits. La vente au détail se fait par un bon nombre des mêmes vendeurs qui vendent les engrais, les provendes et d'autres produits agricoles.

On a suggéré que l'emploi de pesticides présente la meilleure solution à court terme pour augmenter la production agricole internationale, en raison du taux élevé de bénéfices/coûts, à condition qu'ils soient utilisés de façon à ne pas nuire à l'environnement.

Semences - Les agriculteurs canadiens utilisent des semences provenant, et de leur propre production, et de producteurs qui se spécialisent en leur production. Cependant, la tendance est vers l'achat de semences achetées de ces derniers, et cette dépense, actuellement, est de l'ordre de 200 millions de dollars par année. Le Canada produit la plupart des semences de climats frais, tant pour sa propre production que pour les exportations, et surtout des céréales, du maïs, des graines oléagineuses et des fourrages, ainsi que certaines graines de légumes. La valeur d'exportation des semences canadiennes au cours des dernières années a été d'environ 20 millions de dollars par année.

Le Canada subventionne un programme de production de semence relativement important, subventionné presque entièrement par des fonds publics, mais les propagateurs professionnels augmentent en nombre et en importance. Le système de distribution de semences pédigré ou non dans le marché domestique inclut la production des compagnies individuelles

de semences, les producteurs et préparateurs de semences, et les co-opératives agricoles.

Provendes - Les agriculteurs canadiens dépensent plus d'un milliard de dollars par année pour nourrir leurs animaux; cette somme représente 1/5ème de toutes les dépenses afférentes à la production agricole. Les provendes représentent plus de 80 % des coûts d'opération des producteurs de porc et de volaille. L'industrie des semences emploie environ 15 000 de travailleurs et est très compétitive.

Combustible - Les agriculteurs canadiens ont dépensé environ 464 millions de dollars pour leurs besoins en produits pétroliers en 1975, même si l'industrie agricole n'est proportionnellement pas importante par rapport à l'économie en général. La consommation agricole directe et indirecte de pétrole est responsable d'environ 4,5 % de la consommation totale de toutes sortes de combustible, mais, ce pourcentage n'est qu'environ 1/5ème de l'énergie totale nécessaire à la production, à la transformation et à la mise en marché des aliments au pays. A court terme, il serait difficile d'adopter des mesures de conservation de combustibles mais, à plus long terme, il serait possible d'effectuer des économies. Les autres sources d'énergie disponibles sont aussi restreintes. Ces raisons expliquent pourquoi on devrait accorder une haute priorité à l'agriculture si le besoin se présentait d'instaurer un programme d'affection des ressources énergétiques au pays.

Financement - Depuis 1951, les agriculteurs canadiens sont passés du financement par les profits au financement par emprunts, même s'ils possèdent à 80 % leurs moyens de production. En 1975, la dette en tant que pourcentage des avoirs agricoles globaux était de 19 %, comparée à 9 % en 1951. Les coûts relatifs des intérêts et administration des emprunts ont augmenté à peu près au même rythme, soit de 5 % des dépenses d'opération agricoles globales à 10,5 % au cours de cette même période. Traditionnellement, les banques ont été la source principale de crédit à court et à long terme des agriculteurs, et le gouvernement fédéral, par l'entremise de la Société du Crédit agricole, a été la source

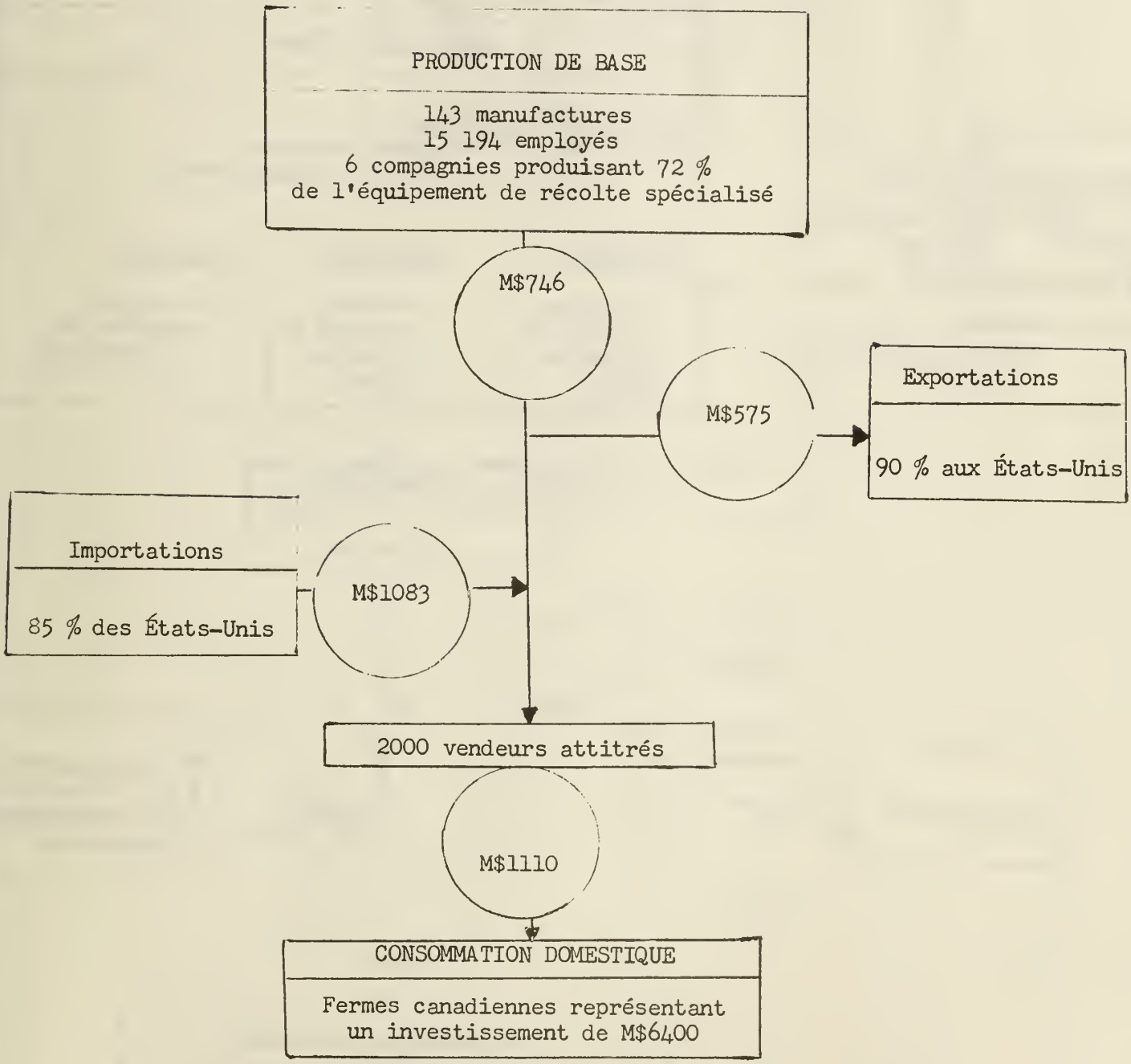
principale de crédit à long terme, dont elle a fourni environ 70 % du total.

Main-d'oeuvre - La main-d'oeuvre agricole est de 474 000 personnes, soit environ 5 % de la main-d'oeuvre globale au Canada. En 1951, la main-d'oeuvre agricole comptait 939 000 personnes et représentait 18 % du total pour le Canada. En grande partie, la main-d'oeuvre est constitué d'agriculteurs qui travaillent à leur propre compte ou en famille, étant donné que les employés engagés ne constituent qu'à peu près 23 % du total et que plus de 50 % de toutes les fermes n'embauchent pas de travailleurs. Le nombre d'engagés est resté à peu près le même (100 000) depuis 1951, alors que les fermiers et leur famille ne représentent plus que 44 % du total de la main-d'oeuvre, soit de 839 000 à 370 000. Les gages payés aux employés agricoles en 1975 étaient de 506 millions de dollars, soit 9 % des coûts d'opération agricoles, comparés à 13 % en 1950.

On estime que 70 % de la main-d'oeuvre est employée à plein temps. Cela laisse une forte proportion de la main-d'oeuvre agricole employée à temps partiel. Ce fait, en plus du fait que les compensations et bénéfices marginaux sont en général moindres que dans d'autres industries, crée des problèmes de recrutement. Même quand les gages sont compétitifs, la main-d'oeuvre agricole est difficile à trouver et à garder, en raison de facteurs tels que l'isolement et le peu de sécurité. Les gouvernements et les organismes agricoles travaillent de pair pour développer de meilleures politiques d'embauche, mais on ne trouve qu'une faible proportion de représentants de la main-d'oeuvre qui participe à ces activités.

GRAPHIQUE 5.1

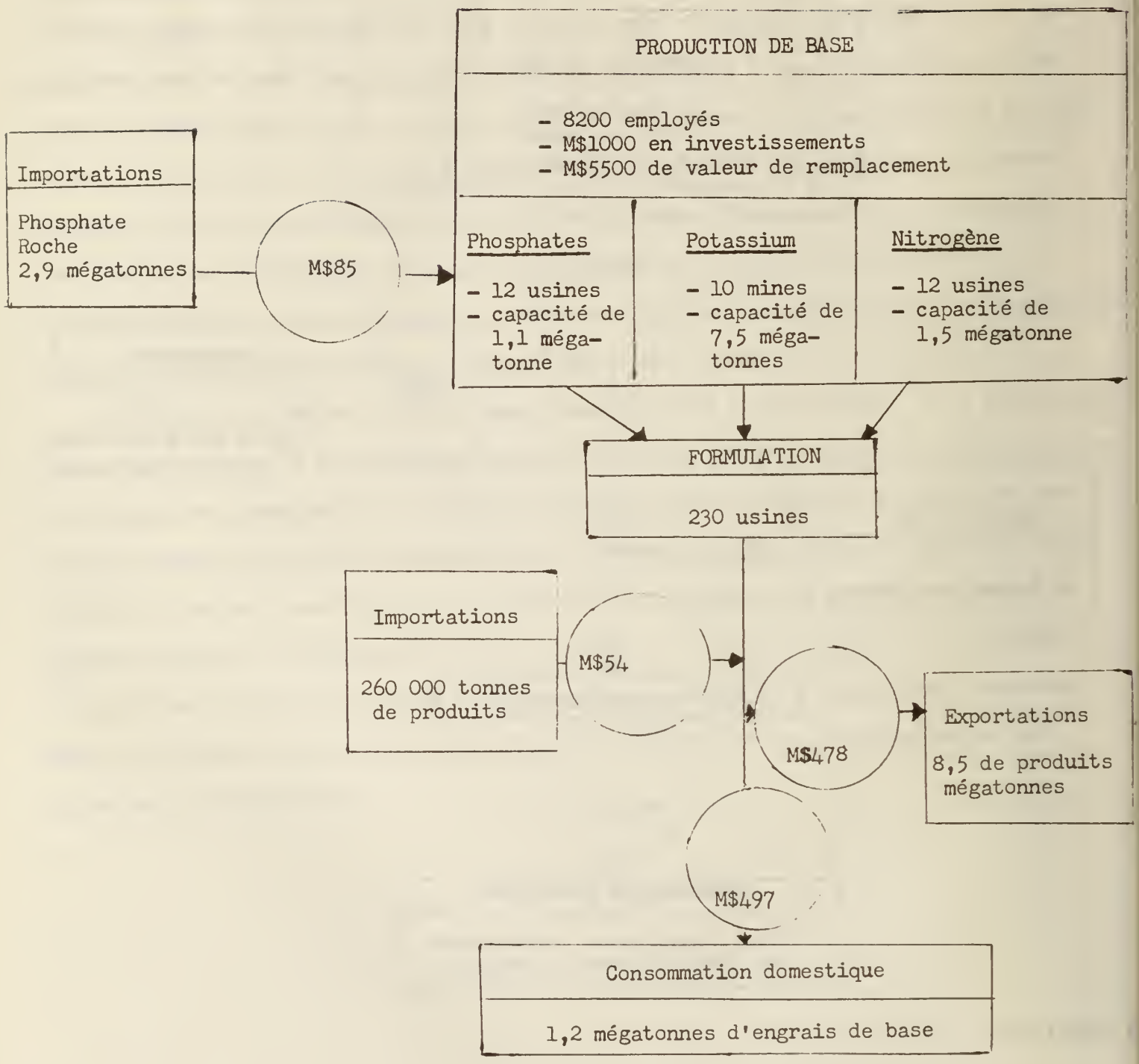
INDUSTRIE DE LA MACHINERIE AGRICOLE, CANADA, 1975



M - Millions

GRAPHIQUE 5.2

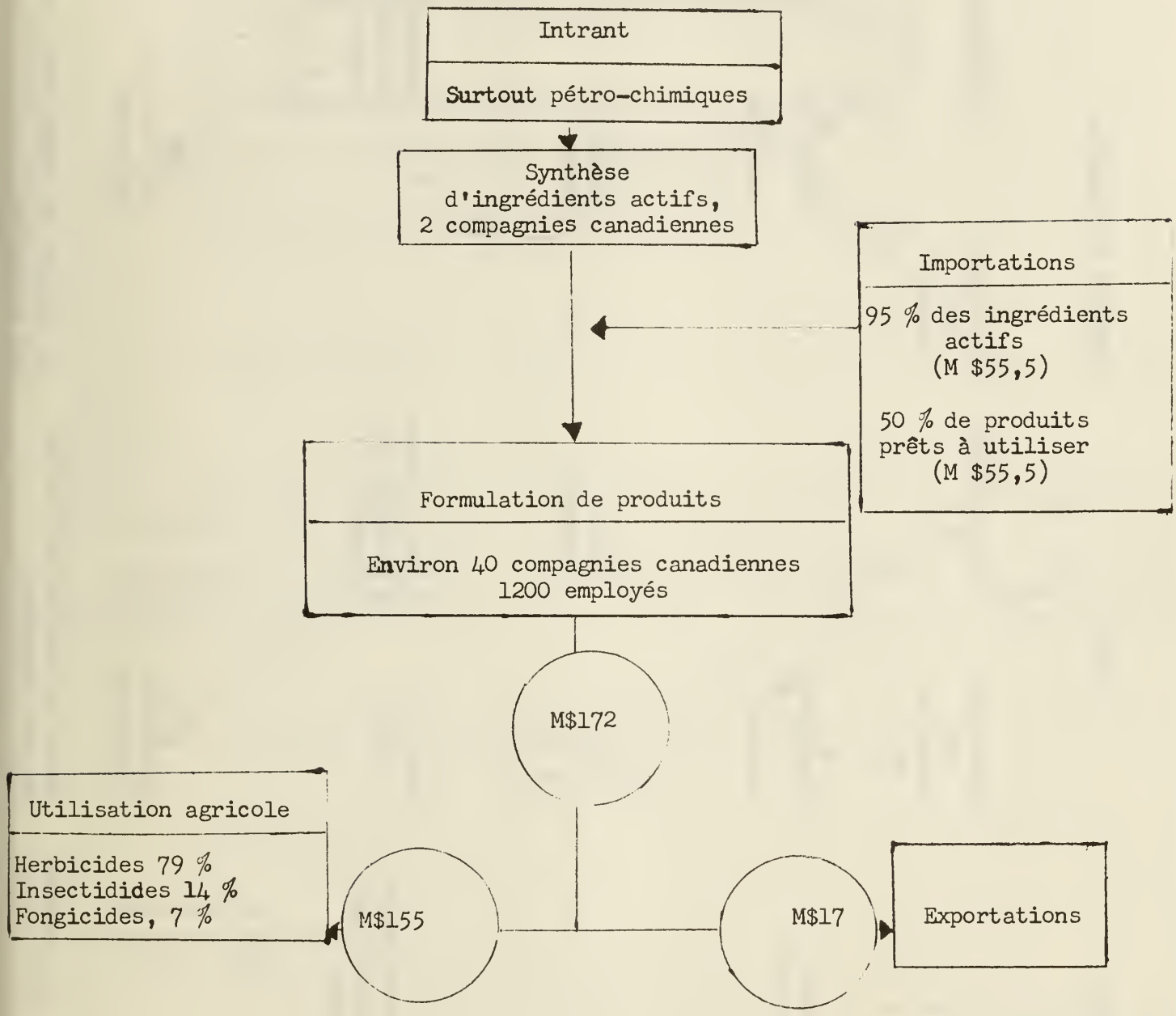
INDUSTRIE DES ENGRAIS, CANADA, 1975



M - Millions

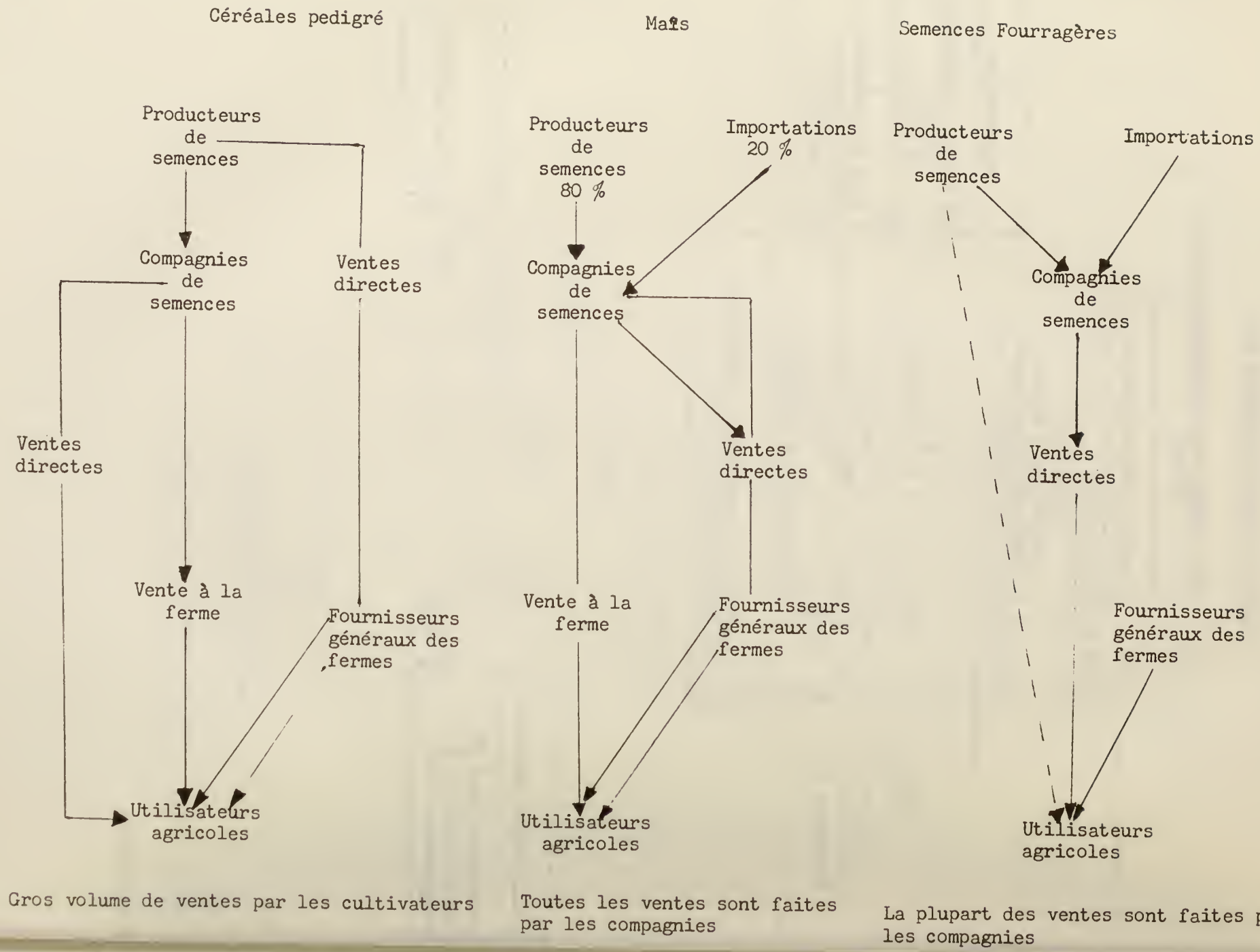
GRAPHIQUE 5.3

INDUSTRIE AGRO-CHIMIQUE - 1975



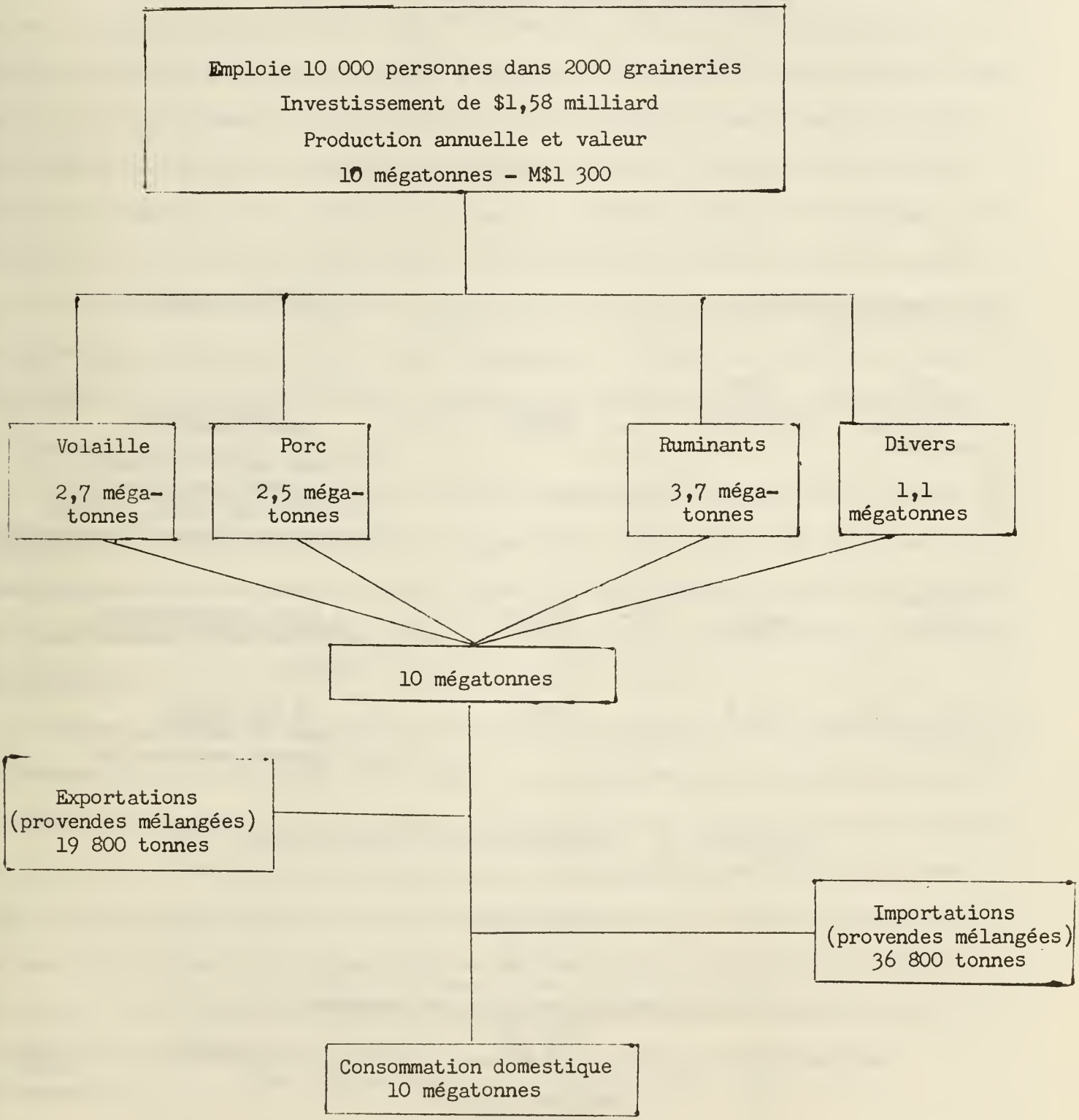
M - Millions

GRAPHIQUE 5.4: SYSTÈME CANADIEN DE DISTRIBUTION DES SEMENCES, 1975



GRAPHIQUE 5.5

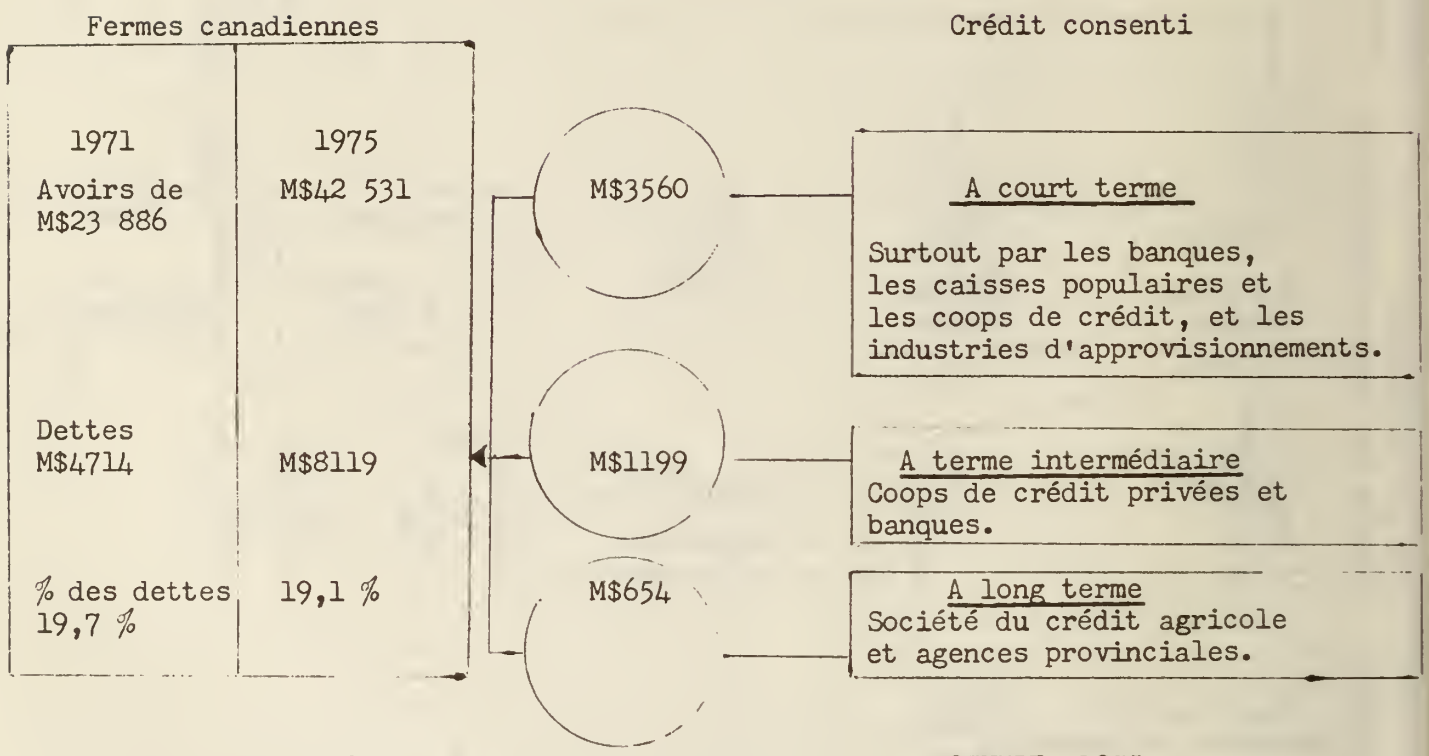
PRODUCTION DE BASE (PROVENDES MELANGEES)



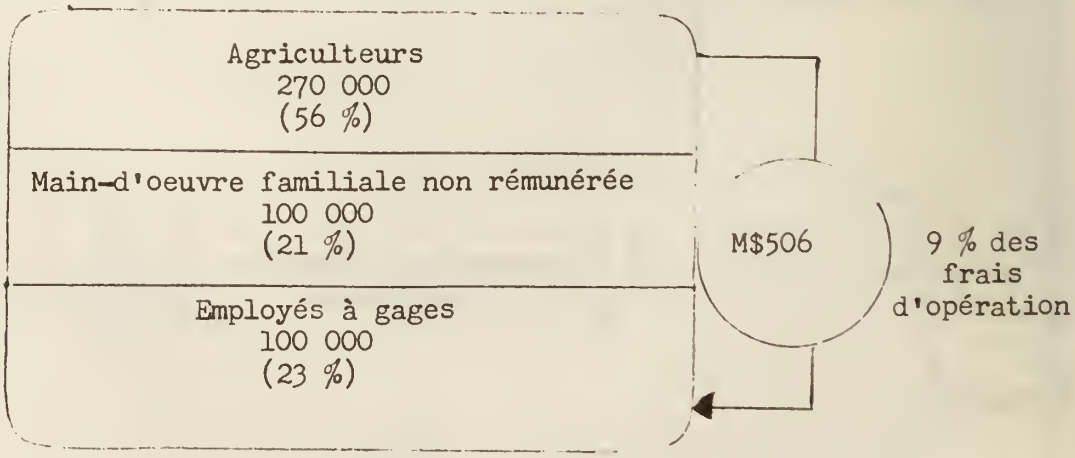
M - Millions

GRAPHIQUE 5.6

FINANCEMENT AGRICOLE CANADIEN, 1971 et 1975



GRAPHIQUE 5.7: DISPONIBILITE DE LA MAIN-D'OEUVRE, 1975



M - Million

Utilisation et consommation des aliments au Canada

Le niveau de consommation globale par tête est resté presque stable depuis 1961 et on s'attend à ce qu'il en soit ainsi à l'avenir; en 1975, les Canadiens ont dépensé 18,3% de leurs salaires nets pour s'alimenter, à comparer à 26,1% en 1961. Quant aux détails, le consommateur moyen dépense proportionnellement moins pour sa viande, son poulet, ses fruits et légumes, ses céréales et produits laitiers, et il dépense plus pour le poisson, les graisses et huiles, les aliments congelés et les repas qu'il prend hors de son domicile qu'en 1962. Les consommateurs à revenus élevés dépensent plus en viande rouge et en aliments congelés et ils dépensent une proportion croissante de leur budget alimentaire hors de leurs domiciles. En 1974, les aliments consommés hors-domicile représentaient 25% des dépenses globales en alimentation, comme on peut le constater au diagramme ci-joint.

Si les revenus réels par tête continuent d'augmenter, la tendance sera probablement vers des quantités plus grandes de viande rouge sauf le porc, des fruits et légumes, et les huiles et graisses sauf le saindoux; la consommation par tête de poisson et d'oeufs resterait à peu près la même, la consommation de céréales ainsi que le sucre diminueraient.

L'énergie disponible par tête provenant de la consommation d'aliments (3000 kcal./d) est condidérée comme excessive, étant donné les habitudes de plus en plus sédentaires des Canadiens. L'obésité et les crises cardiaques sont les problèmes les plus sérieux se rapportant à l'alimentation; par conséquent, les Canadiens devraient s'intéresser plus qu'aujourd'hui à diminuer leur consommation de calories, tout en se nourrissant adéquatement, et prendre d'autres habitudes saines, comme l'exercice et le contrôle du stress. Les aliments disponibles, aussi, pourraient être "fortifiés" en vue de remplacer la valeur nutritive perdue au cours du processus de transformation.

Coordination et liaison entre les institutions

Étant donné que l'Acte de l'Amérique du Nord britannique rend le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux conjointement responsables de l'agriculture, Agriculture Canada et un bon nombre d'autres agences gouvernementale fédérales et provinciales administrent les divers programmes agricoles du pays. En règle générale, les onze gouvernements travaillent en collaboration et se consultent en vue d'établir des politiques et programmes réciproquement acceptables. Les sommes affectées à l'agriculture par le gouvernement fédéral ont été d'environ deux fois celles des provinces. En 1973-74, les affections de dépenses agricoles fédérales et provinciales étaient de l'ordre de un milliard de dollars.

Le comité de coordonnation des services agricoles du Canada (CCSAC), mis sur pied en 1932, représente le mécanisme fédéral-provincial utilisé en matière d'agriculture. Au cours de ses réunions annuelles, le comité étudie les recommandations de ses homologues régionaux, de ses comités spéciaux et du Conseil de Recherche agricole du Canada; et, quand la situation l'exige, recommande certaines politiques à une ou plus des agences représentées par ses 36 membres. Parmi les autres organismes fédéraux-provinciaux on compte les diverses conférences ministérielles annuelles, la Direction des circuits alimentaires, d'Agriculture Canada et la conférence annuelle des perspectives. Les nombreux organismes et association représentant divers groupes d'intérêt jouent un rôle de premier ordre dans la coordonnation de l'agriculture et des circuits alimentaires du Canada. Ces groupes, en 1975, comprenaient 1750 coopératives, 109 Offices de commercialisation ou agences, trois grands groupes intéressés à l'agriculture et de nombreuses associations de denrées et de commerce qui font valoir les intérêts particuliers de leur secteur ainsi que du système agro-alimentaire.

Gestion de l'offre et de la demande

Esquisse de la situation - On ne peut comprendre le développement de la politique agricole du Canada durant la période d'après-guerre qu'à la lumière des conditions économiques prévalentes à cette époque. On peut se faire une idée du dynamisme de l'agriculture canadienne du fait que les terres améliorées n'a augmenté que de 8% entre 1951-1971, alors que la production globale augmentait de plus de 50%. Cette croissance de la production a été accompagnée de l'emploi sur une grande échelle d'engrais, de machines et d'autres facteurs de production au lieu de la main-d'oeuvre et de l'agrandissement des terres.

Les années 1960 ont été caractérisées par un étau des revenus; les revenus des agriculteurs ont augmenté de 16%, tandis que le prix des facteurs de production augmentait de plus de deux fois ce taux. En moyenne, les travailleurs agricoles touchaient des revenus très bas. Les marchés étaient caractérisés par de très bas prix et l'élasticité des revenus et de la demande, et l'augmentation des exportations était entravée par les pratiques restrictives du Marché commun et les vigoureux programmes de dumping des États-Unis. La politique agricole du Canada pendant les années 1960 était plutôt passive, comparée à celles des État-Unis et du Marché Commun. L'industrie du lait jouissait d'un appui financier continu et quelques denrées d'un appui moindre aux termes de la loi sur la stabilisation des prix agricoles. La structure institutionnelle était beaucoup plus importante pour l'agriculture que ne l'aurait été une intervention directe du gouvernement pour soutenir les revenus des agriculteurs. La mise en marché des grains, par exemple, était dominée par la Commission du blé, le commerce évoluait selon les règlements de la Commission canadienne des grains, la politique fédérale appuyait les Offices de commercialisations de producteurs, et il existait un programme important de développement agricole.

Les conditions d'inflation des années 1970 représentent un contraste frappant à comparer aux années 1960. L'un des plus grands problèmes de la décennie à venir, en ce qui concerne l'élaboration de politiques, sera de développer une combinaison de politiques diverses afin de protéger les revenus des fermes familiales qui seront memacés par des augmentations de prix insupportables.

Gestion de la demande des approvisionnements - Divers programmes ont été élaborés dans le but d'influencer la demande en denrées agricoles. On peut les classer en trois grandes catégories: subventions pour la consommation domestique, promotion des ventes et plans à prix gigogne.

(a) Les subventions à la consommation domestique sont accordées sous la forme de paiements du gouvernement qui a pour but d'abaisser le prix que doivent payer les consommateurs canadiens pour certains produits spécifiques. Ces paiements peuvent être payés directement au consommateur ou indirectement aux producteurs, marchands en gros et détaillants. En théorie, ce genre de subvention résulte en une augmentation relative de la demande des consommateurs. A l'automne de 1973, le gouvernement fédéral a commencé d'accorder une subvention au lait nature (5 cents la pinte) et au lait écrémé en poudre instantané dans des contenants à la mesure des consommateurs (20 cents la livre, soit 5 cents par pinte de lait "reconstitué"). La subvention au lait nature dura un an, et fut graduellement diminuée en un laps de temps relativement court. Les subsides au lait écrémé en poudre s'effectuent toujours, et la subvention par livre a augmenté de 20 à 34 cents. Au cours des quatre exercices financiers 1973-74 jusqu'à 1976-77, le gouvernement fédéral a payé plus de 40 millions de dollars aux transformateurs de lait écrémé en poudre.

Les programmes canadiens de subvention aux consommateurs sont très modestes. Les États-Unis, en comparaison, ont utilisé une large gamme de programmes, y compris les plans de vignettes d'aliments, de cantines scolaires, déjeuner et des programmes laitiers spéciaux ainsi que des programmes d'assistance à certaines institutions. Ces programmes ont obtenu des succès inégaux. Le Marché Commun a mis sur pied plusieurs programmes de subvention alimentaire ainsi que des programmes d'aide à certains groupes particulièrement défavorisés.

(b) Promotion des ventes - Vers la fin des années 1960, le gouvernement fédéral a entrepris d'élargir les cadres de son programme de développement des marchés étrangers, afin de regagner les marchés de blé perdus et de trouver de nouveaux débouchés pour l'orge et la graine de colza. Petit à petit, on mit sur pied d'autres programmes au profit d'autres denrées. Les gouvernements fédéral et provinciaux, de pair avec certains organismes représentant les agriculteurs, ont organisé un programme de promotion des ventes de tabac, des produits laitiers, des fruits, des légumes, du porc et de la volaille. On estime que le ministère de l'Industrie et du Commerce est responsable de 95% des dépenses fédérales pour le développement de marchés des denrées agricoles. Le rôle du ministère dans la promotion d'exportations de produits agricoles a augmenté en importance en 1972, quand on l'a rendu responsable de l'administration du Fond de développement des marchés pour les produits agricoles. Ce fond vise à aider les institutions et les firmes du secteur privé à augmenter leurs ventes et à trouver de nouveaux débouchés.

Les programmes d'aide provinciaux pour divers produits agricoles sont sur pied et incluent l'Alberta Export Agency, la Manitoba Export Corporation, l'Ontario Food Council et la British Columbia Fruit Board.

Aux États-Unis, des compagnies privées, de pair avec des agences du gouvernement fédéral, ont entrepris des programmes de promotion de la vente aux pays étrangers. Le succès relatif de ces programmes montre qu'il est possible d'améliorer la situation. Ce succès résulte en grande partie d'initiatives d'entrepreneurs du secteur privé, et inclut l'approche plus aggressive de l'administration, le développement plus avancé

de la technologie alimentaire américaine et des économies d'échelle dont jouit l'industrie.

(c) Prix-gigogne - Les plans à double prix ou à prix gigogne sont un moyen d'augmenter au maximum les revenus des producteurs par le biais de programmes de vente à vil prix à l'exportation ou de programmes domestiques de mise en marché. Pour que la séparation des marchés réussisse, il est essentiel, que la flexibilité de la demande varie d'un marché à l'autre.

On trouve un exemple de plan à double prix dans la politique fédérale de vente de blé. Les ventes sur le marché domestique sont sujettes à un prix fixe, quel que soit le prix international du blé. Si le prix international dépasse le prix du Canada, le gouvernement comble la différence, jusqu'à un maximum précis, en versant les sommes nécessaires à la Commission canadienne du blé. Le but de ce programme est d'abaisser le prix des produits de blé payés par les canadiens, et de fournir aux producteurs un prix de base sur le marché domestique.

Gestion de l'offre - Il existe de nombreux marchés agricoles où la production augmente à un rythme supérieur à celui de la demande. Cela provoque l'instabilité des prix et revenus ainsi que des fluctuations très prononcées. Notre but dans cette partie de notre étude est d'examiner les mécanismes utilisés afin de contrôler les intrants, extrants et les quantités de produits mis en marché.

Le programme LIFT de 1970 du gouvernement fédéral nous fournit un exemple de l'influence des restrictions de superficies dans la production du blé. Ce programme a été instauré parce que les reports étaient élevés et avaient pour effet de baisser les prix, et les coûts d'entretien étaient substantielles. Aux termes du programme LIFT, la superficie cultivée a été réduite de 50%. Le principal impact de ce programme a été de faire baisser les frais d'entreposage et des inventaires financiers.

Le moyen le plus populaire de gestion des approvisionnements a été la mise sur pied des Offices de communication au moyen de lois fédérales et provinciales. Par l'entremise de ce genre d'organisme, les agriculteurs canadiens ont regagné une partie du pouvoir de marchandage dont ont bénéficié pendant longtemps certains groupes de syndiqués, de professionnels, et d'industries manufacturières et de services. On estime que moins de la moitié des 100 offices ou plus existants, recourent à certains moyens de restriction des intrants, extrants ou des ventes. Les Offices qui encouragent les restrictions ont, en général, choisi d'imposer des limites aux intrants. Des Offices nationaux de commercialisation ont été créés pour les oeufs et les dindes aux termes de la loi sur les Offices de commercialisation des produits agricoles. Ces offices déterminent les contingents et imposent des cotisations pour défrayer la mise en marché. Le but de cette politique est d'assurer des revenus stables aux producteurs, à des niveaux qui compensent les frais de production. Par conséquent, les prix des producteurs sont déterminés selon des formules de frais de production et de contingents établis en vue de limiter la production.

La Commission canadienne du lait gère un important programme en vue d'aider les producteurs de lait, qui comprend des subventions directes, des prix qu'on annonce au début de la période de production, des cotisations visant à couvrir le coût d'exportation des surplus de lait écrémé et de gestion des approvisionnements sous la forme d'allocations de contingents et de contrôle des importations.

Le principal problème des Offices de commercialisation est que la valeur des contingents est capitalisée et ainsi devient un élément des coûts fixes. Il y en a qui ont interprété cela comme preuve que certains offices ont indûment limité la production afin d'augmenter les prix. Les gouvernements sont responsables de s'assurer que les contingents sont maintenus à des niveaux modérés afin d'assurer le jeu de la flexibilité dans ces marchés et de s'assurer aussi que l'entrée de nouveaux producteurs ne soit pas entravée.

Il faut admettre que les Offices de commercialisation ont créé des bénéfices précis et importants. Ils ont amélioré la structure du marché, normalisés les produits et amélioré les conditions de vente pour les producteurs. De plus, ils ont favorisé la stabilité des prix et revenus par le moyen de ventes à l'étranger, d'emmagasinage et de moyens de marchandage efficaces. Le but visé par la création de politiques pertinentes est de renforcer et d'augmenter l'importance de ces aspects constructifs des Offices de commercialisation.

Les buts de l'administration de l'offre et de la demande ont été atteints grâce à l'application de plan de vente à vil prix à l'exportation. Le dumping s'applique par divers programmes d'aide, par des secours aux sinistrés, et par l'exportation d'un excédent de denrées à des prix plus bas que les prix domestiques. Le Canada a fourni une aide alimentaire aux pays sous développés depuis la création de ce genre de programmes à la suite de la Deuxième Guerre mondiale. À la Conférence mondiale de la faim tenue à Rome en 1974, le Canada s'est engagé à fournir en moyenne un million de tonnes de graines alimentaires par année en 1975, 1976 et 1977. Les programmes canadiens d'approvisionnement en aliments et d'assistance aux sinistrés ont été utilisés dans des limites modestes pour qu'ils s'accordent avec les besoins agricoles domestiques mais, à l'encontre de la situation aux États-Unis, ces contributions n'ont jamais fait explicitement partie de la politique canadienne, et les exportations destinées à ces seuls récipiendaires ont été fort petites par rapport à la contribution américaine.

Les programmes qui ont le mieux réussi à restreindre les extrants comme moyen d'améliorer les revenus des agriculteurs sont les programmes américains. Ils ont inclu les réserves de superficies, les prêts sans recours et le dumping.

Depuis 1930, les États-Unis ont eu recours à divers plans de mise en réserve des superficies comme moyen de restreindre la production agricole. Le gouvernement américain a appliqué cette politique durant des périodes où il y a eu des surplus énormes ou des succès ingégaux. On a accordé plus d'importance à l'accumulation des prix de

soutien du programme d'achats de la "Commodity Credit Corporation", plutôt qu'à des allocations strictement régionales. On pourrait restreindre la production des terres en accordant l'accès à des prêts sans recours pour les denrées en coopération avec un programme de contingentement des superficies. Les agriculteurs pourraient bénéficier des prêts de la CCC, qui garantissent des prix de base, en se servant de leurs récoltes comme collatéral et en les emmagasinant. Plus tard, l'agriculteur pourrait repayer cet emprunt et récupérer sa récolte, ou bien conserver son emprunt et transférer les droits de récolte à la CCC. Ce programme a été instaurer dans le but de disposer des surplus quand les marchés fléchissent. Le programme américain d'assistance alimentaire aux pays étrangers, et les ventes à des taux concessionels a aidé énormément à restreindre les approvisionnements domestiques en temps de surproduction, et à augmenter la demande globale de denrées agricoles américaines. Les spécialistes s'accordent pour dire que tous ces programmes agricoles aux États-Unis pendant les années 1950 et 1960 ont rehaussé les revenus nets des agriculteurs de 20 à 50% de plus que si ces programmes n'avaient pas existé.

Le Marché Commun a élaboré des programmes agricoles très différents visant des buts similaires aux buts canadiens et américains. La "Common Agricultural Policy" (CAP) du Marché Commun est effectivement une tentative d'intégrer neuf économies agraires de carastéristiques réciproquement très différentes. Son élément le plus important est le recours à diverses cotisations comme base d'appui des prix. Ces prix sont appliqués aux importations de pays non membres du Marché Commun, de sorte que le Marché Commun profite de la différence entre le marché ouvert, les prix mondiaux et les prix internes généralement beaucoup plus élevés du Marché Commun. De plus, la CAP permet une forte intervention dans le marché domestique pour résoudre les problèmes de revenus de la communauté agricole, et pour y maintenir l'équilibre entre la demande et les approvisionnements au sein du marché domestique. On s'efforce aussi d'encourager les exportations. Le résultat le plus évident de ce système de prix est la surproduction en produits laitiers et en céréales. De plus, la CAP, étant

fondée sur une base de règlements des prix, n'a pas résolu les problèmes de disparité au sein du secteur agricole, et entre le secteur agricole et les autres. On a accusé la CAP de coûter trop cher, on a qualifié ses programmes d'inefficaces parce qu'ils imposent un double fardeau aux contribuables en subventionnant les exportations en même temps qu'ils entraînent des frais d'alimentation élevés au sein du Marché Commun.

Blé

Le blé est le principal produit agricole du Canada. Il implique l'exploitation de 10 à 12 millions d'hectares dans les provinces des Prairies. En 1975, les agriculteurs de cette région ont vendu pour $2448 millions de blé, soit plus de 46 % de leurs revenus en argent comptant total.

Le marché domestique du blé est restreint, et on compte sur les marchés étrangers pour absorber environ 75 % de la production nationale. Les exportations de blé constituent à peu près la moitié de la valeur de toutes les exportations agricoles du Canada, et environ 6 % de la valeur de toutes les denrées. Les minoteries canadiennes, qui utilisent environ 2,5 millions de tonnes par année; et les préparateurs de provendes, consomment deux autres millions de tonnes. De plus, des quantités relativement minimes de farine servent à la production de céréales à petit-déjeûner et aux industries chimiques. Les minoteries canadiennes ont subi un déclin depuis environ 20 ans, ce qui reflète la perte de marchés d'exportation de notre farine. Cela résulte d'une capacité accrue de mouture dans les pays anciennement importateurs de farine, et résulte aussi des subventions aux exportations par les pays exportateurs qui font concurrence au Canada.

L'un des problèmes les plus épineux de l'industrie canadienne du blé est la grande fluctuation de la demande et des prix qui caractérise le marché international actuel du blé. Exception faite du blé utilisé au pays pour la consommation domestique, dont le prix est fixé aux termes du programme de double prix du blé, l'agriculteur reçoit un prix qui est essentiellement établi

sur les marchés étrangers. La Commission canadienne du blé est la seule agence de mise en marché pour le blé produit dans l'ouest du Canada qui s'intéresse au blé des provinces de l'Ouest et au commerce interprovincial et d'exportation. Les cultivateurs de blé canadiens sont désavantagés en comparaison à leurs concurrents étrangers parce que leur produit est très éloigné, par voie ferrée ou par voie maritime, de leurs marchés. Le transport au sein du pays autant que vers l'étranger prend donc des proportions monumentales.

Les agriculteurs ont profité d'un vaste programme de recherche qui les a munis d'une technologie qui rend possible la production de graines en grandes quantités. C'est uniquement en raison de la mécanisation poussée et distribuée sur une grande superficie que le blé produit au Canada peut faire concurrence au blé d'autres provenances sur les marchés étrangers. La croissance continue de l'industrie agricole des provinces de l'Ouest dépend en grande mesure de la capacité de production du Canada, et de maintenir ce niveau d'efficacité et d'accaparer une proportion croissante du commerce international en blé et en farine.

Céréales autres que le blé

Les autres céréales c'est-à-dire l'orge, l'avoine, le maïs, les graines mixtes et le seigle, considérées en groupe plutôt qu'individuellement, sont très importants dans le domaine des denrées agricoles canadiennes, qui de 1970, à

1974, ont atteint une valeur annuelle moyenne de $1,4 milliards de dollars. La production moyenne au cours de cette même période a été de 20,5 millions de tonnes dans tout le pays, provenant de 9,2 millions d'hectares en cultivation. La superficie nécessaire à ce genre de production est relativement élevée, car ces grains sont cultivés comme parties d'une rotation. Dans les provinces des Prairies, cela explique que les champs en jachère en été représentent une proportion importante de la rotation des cultures.

Les deux régions les plus productives sont les provinces des Prairies et l'Ontario qui ont produit 94 % de ces céréales entre 1970 et 1974. Les provinces des Prairies ont produit 73 % de la valeur de ces céréales entre 1970 et 1974, ce qui représente 80 % des superficies ensemencées. Les chiffres comparatifs pour l'Ontario sont de 23 et 14 % respectivement. La valeur plus élevée, par hectare en Ontario a été due d'abord à une production relative plus élevée par hectare et une valeur supérieure des fermes par unité de production.

Les graines les plus importantes en valeur comptant dans ce groupe, entre 1970 et 1974, ont été l'orge et l'avoine. Au cours des dernières années, la surface cultivée et la production de maïs en Ontario (la région la plus fertile en production de maïs) a augmenté de façon notoire.

Les variations annuelles dans des récoltes et des prix dans les provinces des Prairies a provoqué de grandes fluctuations des prix revenant au fermier. Les provinces des Prairies accusent un surplus de ce genre de graines;

tandis que les provinces maritimes, le Québec et la Colombie Britannique sont comparativement déficitaires.

Les quatre industries secondaires, des brasseries, de la distillation, des provendes et de la farine ont connu une augmentation marquée de la production. La valeur ajoutée en 1974 était de 1,2 milliards de dollars.

Les exportations d'orge représentent la principale source importante d'exportation de grains, exception faite du blé, et au cours des périodes 1968-69 et 1972-73, représentaient 28,4 % des exportations mondiales d'orge. Le maïs en provenance des États-Unis domine les marchés internationaux de graines de céréales (exclusion faite du blé), et le Canada est un importateur net de cette denrée, en dépit d'une augmentation rapide de la production durant la dernière décennie.

Graines oléagineuses

La production de graines oléagineuses provient de 2,2 millions d'hectares en cultivation, dont 90 % sont situées dans les provinces des Prairies. La seule oléagineuse cultivée à l'est de Thunder Bay est le soya, et toute la production est concentrée dans le sud-ouest de l'Ontario. La production de lin canadien représente 18,6 % de la production mondiale, tandis que celle de la graine de colza en représente 20,5 %. La production de graine de colza, du tournesol et du lin suffit aux besoins du Canada, mais la production de soya n'équivaut qu'à 50 % de la demande domestique.

Les recettes des producteurs de soya sont d'à peu près $360,000,000.

- Les graines oléagineuses sont transformées dans 10 manufactures au rythme de 1,75 tonne par année ouvrable de 250 jours. Cependant, seulement 60 % de cette production est utilisée de façon régulière. L'huile est aussi raffinée par quatre des pressoirs de graines oléagineuses et cinq compagnies ne font que le raffinage. Le Canada compte environ 16 grands transformateurs d'aliments contenant de l'huile végétale. L'industrie des pressoirs à graines oléagineuses représente un investissement de capitaux de près de $120,000,000 et fournit du travail à environ 650 employés. Le pressage domestique d'huiles végétales a fortement aidé à diminuer la dépendance du Canada sur les graines ou huiles importées, tandis que le tourteau d'oléagineux extrait comme sous-produit est devenu une source de protéine pour l'industrie canadienne du bétail.

Les exportations canadiennes d'oléagineux sont de $280,000,000, et représentent plus de quatre fois la valeur des importations. Ces huiles sont vendues sur le marché libre et les prix sont fixés pour le monde entier selon l'approvisionnement et la demande. Nos principales exportations sont les graines de colza et la graine de lin, et nos principales importations sont la graine de soya et le tourteau de soya. Plus de 50 % des graines oléagineuses sont exportées et représentent environ 11 % du commerce canadien de l'exportation de produits agricoles.

La production d'huile oléagineuse a augmenté de façon remarquable durant les vingt dernières années; la superficie en tournesol, en soya et en lin a triplé, et celle de la graine de colza, a augmenté de 16 fois. Le rendement a augmenté de 14 à 40 %. Les croisements génétiques ont permis d'obtenir du colza à basse teneur en acide erucique, en glucosinolates et de moins de son, ainsi qu'en soya qui mûrit dans les régions plus froides. La recherche en vue de protéger les récoltes contre les insectes et les maladies, la concurrence des mauvaises herbes et les limitations climatologiques continue afin d'aider à améliorer la situation concurrentielle des graines oléagineuses par rapport aux autres récoltes.

Fourrages

Les fourrages constituent une part essentielle de la production de bétail canadien; ils ont fourni 70 % de l'alimentation du bétail, des moutons et des agneaux, à un prix relativement bas. Les pâturages améliorés représentent environ 40 % des terres à fourrages cultivés au Canada, soit juste un peu plus que quatre millions d'hectares. Les statistiques du recensement montrent que, depuis 1950, cette culture s'est déplacée quelque peu de cette région de l'est vers l'ouest du Canada. Les pâturages non améliorés représentent une superficie nettement plus grande mais, en général, leur taux de productivité est très faible.

La production de foin cultivé provient d'une superficie de cinq millions d'hectares et représente la source principale de fourrages à bétail. Un agrandissement progressif des terres cultivées et des pratiques améliorées ont aidé à former la base de fourrages destinés à l'industrie du bétail.

L'Ontario représente la principale région d'ensilage bien que, dernièrement, il y a eu expansion de la production dans l'ouest du pays et au Québec. L'avoine fournissant des aliments verts ou de l'ensilage sert aux besoins en fibres de nombreuses fermes.

La production de fourrages a connu des changements importants au cours des dernières années, grâce à l'utilisation de nouvelles machines de manutention, de transformation et d'entreposage. Cela signifie que, dans plusieurs cas, il est devenu possible aux agriculteurs individuels de récolter leurs produits eux-mêmes. La recherche a contribué de manière importante aux progrès accomplis dans la culture de fourrages, et de nouveaux cultivars spécifiques particuliers à diverses régions du Canada ont diminué les ravages causés par les maladies et le gel. La production de fourrages déshydratés a augmenté de façon dramatique depuis 1970. Cela facilite l'emmagasinage, le transport, les exportations et l'alimentation par des moyens mécaniques de cette denrée.

La production de graines constitue une partie vitale de l'industrie des fourrages; cependant, elle a diminué depuis quinze ans; provoquant ainsi une augmentation des importations de graines.

Horticulture

L'horticulture au Canada représente une production domestique de $725,000,000, en plus de $535 millions de produits frais et de $257 millions de produits transformés, contrebalancés seulement par des exportations limitées de $56 millions de produits frais et de $37 millions de produits transformés. Plus d'un quart de la production de denrées naturelles est transformé en partie avant d'être vendu au consommateur, et représente un total de valeur ajoutée de plus d'un demi-milliard. En tout, 245 grandes usines de transformation embauchent 19,200 employés.

La valeur des produits horticoles ou manutentionnés au Canada atteint donc un total de $2,089,000,000. L'horticulture provient de presque 312,000 hectares; elle compte environ 53,000 producteurs et plus de 210,279 employés.

Les produits horticoles constituent de 40 à 45 % en poids des aliments consommés au Canada, et sont exceptionnellement importants comme sources de vitamines (particulièrement A et C), ainsi que d'éléments nutritifs mineurs. Ils contribuent aussi largement à la saveur des régimes alimentaires et rehaussent la valeur esthétique des domiciles et des lieux de travail. La production horticole se fait surtout en Ontario, qui en produit approximativement la

moitié; le Québec et la Colombie Britannique s'en partagent un tiers, et le reste provient des provinces des Prairies et de l'Atlantique.

Pour ce qui est de la production des fruits, les pommes occupent la moitié de la surface globale de la production. Parmi les récoltes de légumes, les pommes de terre tiennent cette même proportion. La production de fruits susceptibles au froid (pêches, cerises, abricots, raisins) est restreinte à la péninsule du Niagara et du comté d'Essex en Ontario, ainsi que de la vallée de l'Okanagan en Colombie Britannique.

La production de pommes de terre de semence se fait surtout au Nouveau-Brunswick et à l'Ile-du-Prince-Édouard, d'où provient la grande partie des exportations de tubercules. Toutes les provinces produisent des pommes de terre de consommation.

La production d'autres légumes comprend les récoltes de produits transformés (tomates, maïs, pois, fèves, etc.) cultivés principalement sur des terrains minéraux, et les récoltes de légumes produits sur des terres organiques, surtout dans quelques régions restreintes de la Colombie Britannique et du Québec.

La production de légumes et de fleurs en serre chaude couvre 800 acres surtout dans le sud de l'Ontario.

L'industrie entière affiche une tendance vers l'intégration verticale, et l'industrie de la transformation affiche une tendance marquée vers un nombre moindre d'usines mais de capacité individuelle plus grande. Bien que les exportations

comptent pour peu, le volume de produits transformés importés, surtout les fruits, a augmenté de façon marquée au cours de la dernière décennie.

Autres produits

Les autres produits agricoles ont contribué a à peu près $235 millions de valeur nette à l'économie canadienne; la production domestique a été de $275 millions en produits bruts, tandis que la valeur des importations de produits bruts manufacturés a été de l'ordre de $99 millions. La production d'autres produits occupait 238 795 hectares, dont les produits les plus importants étaient le tabac et les fèves séchées en Ontario, alors que la moutarde,les pois secs et les betteraves à sucre sont les contributions les plus importantes des provinces des Prairies.

La vente au détail du tabac sous toutes ses formes produit entre $500 et $750 millions en revenus pour le gouvernement fédéral par le biais des impôts, en plus d'entre $200 et $300 millions en taxes de vente pour le gouvernement provincial. La production du tabac de 44 819 hectares de tabac fournit de l'emploi à environ 20 à 25 000 employés temporaires pendant la période de récolte, soit aux mois d'août et septembre chaque année.

Le produit importé en plus grandes quantités est le sucre de canne brut, représentant 89 % du total et à un coût annuel de $89 millions (et parfois à des coûts plus élevés comme $505 millions en 1975). Ces importations fournissent environ 90% des 44 kilogrammes de consommation canadienne par tête. Dans le domaine de l'exportation, c'est le tabac qui est le plus important, soit 61 % du total, estimé à $35,4 millions entre 1950 et 1974, et coûtant en moyenne $3 381 par tonne.

Le Canada produit les deux-tiers des produits dérivés de l'érable. La production commerciale de $12 481 000 est limitée aux régions du sud-est du pays. Il se fait présentement des efforts en vue d'augmenter la consommation de produits dérivés de l'érable.

Produits laitiers -- L'industire laitière est l'une des plus importantes industries agricoles et alimentaires au Canada. Elle se chiffre à 19% des revenus globaux des agriculteurs, soit $1,9 milliard en 1975, et implique plus de 80 000 producteurs. La production est divisée en façon parfois indistincte en deux secteurs: le lait nature et le lait transformé. La production de lait nature est sujette à un procédé de production plus intensif que l'autre. Les investissements de capitaux dans l'industrie laitière est un facteur important: ils sont passés de $1720 par vache en 1970 à $4400 en 1975.

Les fourrages fournissent une forte proportion de la production laitière, dont la majeure partie se situe sur des terres de classes trois et quatre. Les céréales et suppléments sont utilisés dans les secteurs de production intensive, mais même à çà, ils représentent une part relativement limitée de la consommation globale des animaux.

L'industrie laitière est de caractère fortement régional, suivant de près les proportions de la population. Environ 75% du lait est produit en Ontario et au Québec. Les troupeaux laitiers contribuent aussi de façon impressionnante à l'approvisionnement domestique en viande (environ 25%) relativement au veau, au boeuf transformé et au boeuf de table. Il reste toutefois à exploiter le potentiel actuellement inutilisé des veaux de laiterie mâles.

Le secteur des produits laitiers contribue grandement à l'alimentation de la population. Les produits laitiers produits en 1974 étaient évalués à $2,2 millards. Les producteurs mettent leur lait en marché au moyen de contingentements et le beurre, le fromage et le lait écrémé en poudre sont sujets à des prix subventionnés.

De plus, les produits laitiers contribuent fortement à une bonne alimentation humaine. Les protéines fournies par le lait sont d'environ 23% de l'ingestion quotidienne moyenne de protéines. Actuellement on met moins l'accent sur la teneur en gras à comparer aux éléments non-gras. Certains changements dans la composition du lait ont provoqué un surplus important de lait écrémé en poudre. L'un de ces changements est une faible utilisation de lait écrémé à la ferme.

La demande en beurre a diminué de la moitié en faveur de produits alternatifs et de la demande en crème, mais n'ont pas eu d'effet marqué sur les autres produits.

Boeuf

La production et la mise en marché du boeuf représente la plus importante industrie agricole au Canada, et contribue 17% des recettes à la ferme. Environ 80% des 160 000 producteurs de boeuf canadiens sont situés à l'ouest de l'Ontario, mais les deux grands marchés sont Montréal et Toronto. La principale ressource de production de boeuf dépend de la culture de quelque 22 millions d'hectares de fourrages.

Environ 70% de la viande transformée au Canada est du boeuf. L'industrie des salaisons emploie plus de 32 000 personnes. La valeur annuelle de ses envois de boeuf dépasse les $3,2 millions. La consommation par tête de boeuf représente une part importante du régime alimentaire des Canadiens.

Le boeuf est mis en marché sur une base libre, avec un minimum de contraintes. Le commerce international du boeuf au Canada est surtout avec les États-Unis. Au cours des dernières années, le Canada a accusé un déséquilibre de son commerce de boeuf alors que pour le commerce de la finition et de l'engraissement des cuirs et du suif nous sommes bénéficiaires

La production augmentera par rapport à la demande; aux améliorations et à l'expansion de la production fourragère, à la disponibilité de choix d'alimentation animale; et ainsi qu'à l'économie de production dans son ensemble. En supposant des conditions favorables à ces facteurs, la production de boeuf pourrait doubler.

Porc

La production de porc représente une part importante de l'industrie agro-alimentaire. Plus de 100 000 agriculteurs sont engagés dans cette production, ce qui a produit $886 millions de recettes à la ferme et une valeur au détail du porc excédant $1,6 milliard en 1975.

Entre sept et 11 millions de porc sont élevés à travers le Canada. Les principaux producteurs en sont l'Ontario, le Québec et l'Alberta. L'industrie du porc est fondée sur l'approvisionnement en provendes (l'orge dans l'ouest et le maïs dans l'est), ainsi que sur l'approvisionnement en protéines. Cela crée un marché annuel équivalent à 2,8 millions de tonnes d'orge et 0,5 million de tonnes de fèves soya. Une forte proportion du porc élevé au Canada est nourrie par les cultures à la ferme.

Le système alimentaire du porc dépend de l'existence d'un secteur de transformation efficace qui, à son tour, exige un approvisionnement relativement constant. Le porc est sujet à plus de processus de transformation que le boeuf. Le secteur de la transformation occupe plus de 12 000 employés.

La production du porc vise surtout le marché domestique. Une faible exportation, surtout vers le Japon, a été réussie au cours des dernières années. Il existe un potentiel d'exportations plus important mais cela exige a des politiques et programmes compatibles avec ce but.

Les occasions d'accroître la production du porc dépendront en partie de l'efficacité et de la constance de la production et des expansions du marché des exportations.

Le porc est mis en marché par des offices de commercialisation provinciaux partout sauf au Québec. Le marché du porc des États-Unis exerce une influence majeure sur le marché canadien.

Volaille

La viande de volaille et les oeufs représentent 6,8% des recettes à la ferme ou $760 millions en 1975. La valeur au détail était de $1,1 million.

La production de volaille se repartit sur tout le Canada mais est surtout concentrée là où la population est la plus élevée. La production dépend des approvisionnements en provende et en suppléments protéiques, ces derniers étant surtout du soya. L'abattage et la transformation de la volaille est une partie très importante de cette production. C'est surtout la transformation qui participe à la valeur ajoutée soit environ $260 millions en 1975.

La volaille est commercialisée par les offices de commercialisation provinciaux ou nationaux comme pour les oeufs et le dindon. Ces offices établissent les prix et contrôlent l'offre par la gestion des approvisionnements. Par conséquent, cette industrie est surtout orientée sur le marché intérieur. Puisqu'il n'y a pour ainsi dire aucune competition avec les États-Unis il y a très peu de chance d'exportation.

L'industrie de la volaille a été remarquée pour l'adoption très rapide de technologie avancée tant à la production qu'à la transformation. Toutefois cela

se trouve limité par le grand nombre de propriétaires étrangers.

Mouton

Le mouton ne compte que pour une faible part dans l'agriculture canadienne et ne fournit qu'environ $13,5 millions en recettes aux 14 000 producteurs de 1975. Commençant avant 1950, ont a constaté une diminution constante de cette industrie et cela en dépit du fait que c'était profitable pour certains producteurs. Dans l'est du Canada, l'agneau de printemps rapporte bien.

Les moutons sont élevés surtout en Alberta, en Ontario, au Saskatchewan et au Québec. En 1975-76 un total de 287 334 moutons et agneaux ont été abattus dans les abattoirs inspectés. Ce chiffre ne comprend pas un nombre important (environ 47%) des moutons abattus et vendus directement au consommateur comme agneau et par conséquent ne font pas partie des statistiques. Environ 75% de nos besoins en agneau et mouton et 90% de nos besoins en laine doivent être importés pour une valeur de $44,5 millions en 1975. Les exportations s'élevaient dans le même temps à $1,9 million.

Le potentiel pour le mouton est réel. Comme ruminant il est capable d'utiliser les fourrages, les matériaux de rebus et des sous-produits. Il est de plus capable d'amélioration biologique. L'agneau est une viande nourrissante et de bon goût. Les contraintes de cette industrie sont l'aspect, le manque de structures ce qui affecte la commercialisation et le besoin de produire plus chez les éleveurs.

Autre bétail

Chèvres - - Il n'y a eu pendant de nombreuses années que peu d'intérêt à l'élevage des chèvres. Les chèvres sont élevées pour le lait et considérées comme un produit spécial bien que les cabris donnent une très bonne viande. Les

chèvres se nourrissent d'aliments contenant beaucoup de fibres et les chèvres laitières se nourrissent de la même façon que les vaches laitières. Elles peuvent être élevées sur terres pauvres avec un minimum d'abri.

Lapins - - La production et la consommation de lapin n'intéresse qu'une très faible proportion de la population. Depuis 1965, la production a diminué jusqu'au point où en 1975 36 100 lapins seulement ont été abattus dans les abattoirs inspectés. La demande de lapin vient principalement des groupes ethniques qui vivent surtout dans les centres urbains. En raison de sa faible envergure cette industrie ne s'est guère étendue et n'a guère employé d'avances technologiques. Les lapins reçoivent une alimentation préparée commercialement et qui contient un haut pourcentage de fourrage. Ainsi, bien qu'il y ait des avantages évidents comme source de viande et comme consommateur de fourrage, il ne semble pas qu'il y ait quelque avenir que ce soit dans l'élevage du lapin.

Chevaux - - Bien que le nombre de chevaux ait diminué d'une façon forte durant la période de 1950 à 1973 il semble qu'il y ait un renouveau d'intérêt ces dernières années surtout pour l'équitation de plaisance, alors qu'auparavant le cheval était surtout un animal de trait. Les chevaux sont élevés aux alentours des villes par des fermiers amateurs tant pour l'équitation que pour les courses. En 1971, il y avait 353 000 chevaux au Canada.

Le nombre de chevaux enregistrés a beaucoup augmenté depuis 1951 ce qui indique un regain d'intérêt. Les courses représentent une activité économique importante $1.1 million ont été pariés en 1976.

Mise à part l'équitation et le travail, les chevaux sont aussi utilisés pour la fabrication de médicament avec l'urine des juments en gestation, pour la viande tant pour la nourriture des animaux que des humains, les peaux et le

poil. Les exportations de chevaux s'élevaient à $23,6 millions en 1975.

Les animaux à fourrure — La demande en fourrure est satisfaite par la chasse, le piégeage et l'élevage de ces animaux. Le premier de ces moyens continue de représenter une source de revenus qui est sauvegardée par des procédés de conservation.

La production de vison représente 98 % des élevages d'animaux à fourrure et le reste consiste en renard et en chinchilla.

L'industrie du vison est répandue, mais concentrée surtout en Ontario. Cette industrie subit les effets des mutations de nouvelles couleurs qui entraînent des changements dans la consommation. En 1975, le Canada en a produit environ un million de peaux. L'élevage du vison exige un approvisionnement en produits de poissonneries, en viande et en céréales. L'utilisation de nourriture sèche représente une étape importante dans l'élevage du vison.

L'industrie canadienne du vison est fort sensible à la concurrence. Bien que le Canada produise du vison de haute qualité, la concurrence sur le marché est très forte. Cette industrie dépend en grande partie du commerce international, concernant surtout les États-Unis mais aussi l'Europe. Des peaux d'une valeur d'environ $12 millions ont été exportées en 1975, mais cela ne représentait que la moitié des importations. Le vison et autres fourrures sont transformés en produits manufacturés, comme l'habillement, et la valeur de cette industrie a augmenté progressivement, se chiffrant à $36,5 millions en 1975.

LIBRARY/BIBLIOTHEQUE
AGRICULTURE CANADA OTTAWA K1A 0C5
3 9073 00087266 5